

# le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 456 - 5F

**CE QUI NOUS DISTINGUE :** La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -  
Journal bimestriel - Un exemplaire  
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li, 100Pts  
- programme communiste -  
Revue théorique - Un exemplaire  
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

- il comunista -  
Journal bimestriel en italien  
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000Li  
- el programa comunista -  
Revue théorique en espagnol  
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -  
**No 456**  
Janv.- Févr.- Mars 2001  
38<sup>e</sup> année

## DANS CE NUMERO

-Nouvelles attaques contre «Auschwitz ou le grand alibi» (2)  
-Grande-Bretagne: c'est le capitalisme qui déraile!  
- Pauvre uranium ... appauvri!  
-Pour le prolétariat hospitalier un seul remède: le retour à la lutte de classe

## Le 80e anniversaire de la naissance du PCF

À l'occasion du 80e anniversaire du Congrès de Tours qui vit la rupture de la majorité des militants avec le parti socialiste et la fondation du nouveau parti, le PCF a expliqué quel sens il donnait cette fois-ci à cet événement:

«Le 30 décembre 1920 à Tours, le 18e Congrès du Parti Socialiste, Section Française de l'Internationale Ouvrière, décide l'adhésion à l'Internationale Communiste, fondée à Moscou en mars 1919. (...) Les communistes ont régulièrement célébré l'anniversaire de ce moment fondateur. (...) Nous ne l'avons pas voulu cette année. Nous ne l'avons pas voulu, d'abord parce que le récent Congrès de Martignes n'a pas affirmé la simple continuité. Il s'est voulu à sa manière "fondateur" et donc, par son enjeu, à la hauteur des choix opérés à Tours, 80 ans plus tôt. (...) Il y a bien une continuité fondamentale avec un communisme qui n'a d'ailleurs commencé ni en 1920 ni en 1917; mais il y a en même temps une rupture avec une conception du communisme, avec une forme organisée du communisme qui ont été dominées par la grande leçon d'Octobre mais qui ont fait leur temps. Ce n'est pas simplement le stalinisme qu'il convient de dépasser, a conclu le Congrès, mais le **bolchevisme lui-même**» (1).

\* \* \*

Continuité avec le communisme? Dépassement du bolchevisme? Il y a bien longtemps non seulement que cette continuité n'existe plus, mais que le PCF s'est porté à l'avant-garde la lutte contre le communisme et contre le bolchevisme! Il y a bien longtemps que la contre-révolution stalinienne dont le PCF a été le rejeton zélé a pourchassé et massacré les révolutionnaires, en Russie comme dans les autres pays. Il y a bien longtemps que les staliens se sont mis au service du capitalisme, il y a bien longtemps que, prenant progressivement la place de l'*opportuniste* social-démocrate de plus en plus déconsidéré, ils sont devenus une force anti-prolétarienne dont le rôle crucial pour la bourgeoisie est de contrôler la classe ouvrière, de paralyser ou d'émousser ses poussées combattives en échange s'il le faut de quel-

( Suite en page 2 )

## La foire d'empoigne électorale Diversions à la lutte prolétarienne

*La conquête électorale des communes et des administrations locales, qui présente le même inconvénient que le parlementarisme mais à un degré plus élevé encore, ne peut être acceptée comme un moyen d'action contre le pouvoir bourgeois, d'une part parce que ces organismes n'ont pas de pouvoir réel mais sont subordonnés à la machine d'Etat, d'autre part parce qu'une telle méthode, bien*

*qu'elle puisse donner aujourd'hui quelque embarras à la bourgeoisie dominante en affirmant le principe de l'autonomie locale, d'ailleurs opposé au principe communiste de la centralisation de l'action, préparerait à la bourgeoisie un point d'appui pour sa lutte contre l'établissement du pouvoir prolétarien. (Thèses de la Fraction communiste abstentionniste, mai 1920) (1)*

Depuis des semaines voire des mois, l'orgie électorale bat son plein. Pour les état-majors des grands partis politiques bourgeois, de droite ou de gauche, la conquête ou la sauvegarde des municipalités sont un enjeu non négligeable en raison des possibilités d'«implantation» locale (lire: **clientélisme**) qu'elles assurent, tout particulièrement en prévision des élections présidentielle et législative de l'année prochaine, et des retombées financières juteuses auxquelles elles donnent accès: les scandales qui éclatent avec une régularité d'horloge montrent que tous ces partis sont également concernés par les pots de vin lors de l'attribution des grands ou moins grands marchés publics. Lorsqu'il s'agit d'aller à la soupe les différences politiques s'évanouissent en un clin d'oeil...

Par leur «proximité» avec électeurs, les élections municipales constituent sans doute le maillon le plus solide du mécanisme de la

démocratie bourgeoise, celui qui intègre le mieux l'électeur potentiel dans ses filets en lui faisant paraître que ce sont les problèmes locaux les plus concrets qui dépendent de son vote, et non des questions politiques complexes dont la solution, réservée aux experts et technocrates des partis, lui échappe inévitablement. C'est pour cette raison que les élections municipales, surtout dans les villes moyennes et petites, sont celles où le taux d'abstention est le plus faible. Les couches moyennes sont celles qui sont les plus intéressées, parce que leurs aspirations ne vont pas au-delà de quelques aménagements de leur cadre de vie, et ce sont donc leurs représentants qui se font les apôtres les plus enthousiastes de la *démocratie municipale*, de la *participation à la vie de la cité*, de l'*engagement citoyen* et autres fadaïses du même acabit, avec lesquelles elles essayent d'entraîner y compris les prolétaires dans

l'impasse électorale lorsque les thèmes politiques classiques ne suffisent plus.

Pour le prolétariat en effet les élections municipales constituent un **leurre**, une **diversion**, tout autant sinon plus encore que les autres élections. Les possibilités réelles dont disposent les municipalités sont des plus réduites et leurs décisions soumises au contrôle de légalité des préfetures (contrôle qui serait, on s'en doute, immédiat et tatillon, si d'aventure une municipalité s'avisait d'empiéter sur les intérêts bourgeois généraux). Ce n'est pas par la démocratie municipale même la plus parfaite (définie ainsi dans un journal démocratique: «la reconnaissance de la multiplicité des acteurs et du nécessaire partage du pouvoir dans le processus de décision») (2), que peuvent être discutés et résolus les problèmes fondamentaux des pro-

( Suite en page 2 )

## Le programme révolutionnaire immédiat

Réunion de Forli, 28 décembre 1952

*La réunion de Forli dont nous donnons ici le compte-rendu et qui se tenait au moment de la séparation d'avec le courant «Daméniste», fait partie de cette série de réunions qui entendaient réagir contre l'activisme qui fait fi de la théorie, en jetant les bases du travail patient de **restauration** théorique et programmatique du marxisme complètement défiguré par la contre-révolution, restauration indispensable pour dissiper la confusion régnante jusque parmi les rares militants révolutionnaires et reconstituer le noyau du futur parti de classe. Il ne s'agissait pas de s'enfermer dans une tour d'ivoire, de verser dans l'académisme ou de refuser l'intervention pratique dans les luttes quotidiennes de la classe ouvrière, selon les accusa-*

### I. THÉORIE ET ACTION

1) Etant donné la situation présente où l'énergie révolutionnaire est tombée au niveau le plus bas, le Parti a pour tâche pratique d'examiner le cours historique de toute la lutte; il est erroné de définir cet examen comme un travail de type littéraire et intellectuel et de l'opposer à on ne sait quelle entrée dans le vif de l'action des masses.

2) Ceux qui sont d'accord avec nous pour juger que la politique actuelle des staliens est totalement anti-classiste et anti-révolutionnaire et que la banqueroute de la III<sup>e</sup> Internationale a été plus grave que celle de la II<sup>e</sup> en 1914, doivent choisir entre deux positions: ou prétendre qu'il faut modifier certaines positions qui étaient communes à nous et à la plate-forme du Komintern lors de sa constitution, à Lénine, aux bolcheviks, aux vainqueurs d'Octobre; ou bien affirmer, comme nous le faisons, que les seules positions à rectifier sont celles que la Gauche eut à combattre dès cette époque, tandis que restent pleinement valables toutes celles que

les Russes ont trahies par la suite.

3) La grave erreur commise par le mouvement communiste après la première guerre mondiale face aux hésitations du mouvement révolutionnaire en Occident, se résume dans les vaines tentatives qu'il a faites pour forcer l'évolution de la situation vers l'insurrection et la dictature du prolétariat, en recourant à des moyens de nature légalitaire, démocratique et ouvriériste. Cette politique fautive largement pratiquée au sein soit-disant de la classe ouvrière, sur la frange de contact avec les social-traîtres de la II<sup>e</sup> Internationale, devait aboutir à une nouvelle collaboration de classe avec les forces capitalistes sur le plan social et politique, national et mondial, au nouvel opportunisme, à la nouvelle trahison.

4) Sous prétexte de donner une plus large influence au parti international dont l'assise théorique et organisationnelle était robuste, on a renforcé l'influence de traîtres et d'ennemis, et au lieu de conquérir la majorité dont on avait rêvé, on a perdu le solide noyau historique du parti d'alors. La leçon est qu'il ne

*tions lancées alors contre notre courant; il s'agissait de comprendre la nécessité de consacrer le maximum d'énergies à l'oeuvre de restauration intégrale de la théorie et de fonder solidement sur celle-ci l'activité, en dehors de toute oscillation et de toute déviation suggérées par la recherche d'un succès rapide:*

**La classe révolutionnaire accomplira sa tâche dans la mesure où elle agira au cours de toute son immense lutte selon une doctrine et une méthode stables, fixées dans un programme monolithique, quel que soit le nombre extrêmement variable des militants et le succès des différentes phases des affrontements sociaux.**

faut plus faire la même manœuvre ni suivre la même méthode. Ce n'est pas une petite leçon.

5) Il était vain d'attendre en 1946, à la fin de la seconde guerre mondiale, une situation aussi fertile que celle de 1918 parce que la dégénérescence contre-révolutionnaire était beaucoup plus grave, qu'il n'y avait pas de noyaux prolétariens solides, capables de rester en dehors des alliances guerrières militaires, politiques et de partisans, et à cause de la politique d'occupation policière des pays vaincus. La situation de 1946 était clairement tout aussi défavorable que celle qui suivit les grandes défaites de la Ligue des Communistes en 1849 et de la Première Internationale en 1849 et 1871.

6) Comme le soudain retour des masses à l'organisation efficace d'une offensive révolutionnaire est hors de question, le meilleur résultat qu'il soit possible d'attendre des prochaines années est la réaffirmation des véritables buts et des véritables revendica-

( Suite en page 5 )

## La foire d'empoigne électorale Diversion à la lutte prolétarienne

( Suite de la page 1 )

létaires - l'exploitation capitaliste et la lutte pour sa suppression - ni même que peuvent être obtenus des améliorations significatives de leur condition. Ni l'émancipation du prolétariat, ni la défense de ses intérêts ne peuvent passer par l'utilisation (ou la conquête) des institutions représentatives de l'Etat bourgeois, même périphériques et locales. **Le seul moyen réel, le seul moyen efficace pour assurer la défense de ses conditions de vie et de travail réside dans la lutte ouverte, organisée, classiste, contre la classe bourgeoise, son Etat et toutes ses institutions.**

### L'EXTRÊME-GAUCHE, AUXILIAIRE DE LA CONSERVATION BOURGEOISE

Ceci est également vrai pour ce qui touche à la vie quotidienne, au logement, aux transports, etc., questions «locales» qui sont agitées lors des campagnes électorales municipales. L'expérience démontre qu'une action véritable utile au prolétariat sur ces terrains est très difficile en l'absence d'organisations de classe s'appuyant sur une forte mobilisation, capables dans ces conditions d'entraîner alors les couches plus larges de la population laborieuse au lieu de se laisser engluer par elles dans le marais réformiste et interclassiste.

Alors que le besoin de la lutte de classe est toujours plus pressant et que le prolétariat, anesthésié par des décennies d'opium électoral et de collaborationnisme démocratique, éprouve toujours les plus grandes difficultés à retrouver le chemin de cette lutte, il est plus impératif que jamais pour les révolutionnaires de dissiper les moindres hésitations sur la possibilité d'utiliser les élections municipales au profit des intérêts prolétariens. C'est évidemment l'inverse qu'ont choisi de faire les organisations trotskystes, selon leur habitude. Fortes de leurs derniers succès électoraux et des scores promis par les sondages, chacune à leur façon, la LCR et LO ont fait tous leurs efforts pour ramener vers l'électoratisme les éléments désillusionnés par les partis de gauche traditionnels.

Plus souple que sa rivale et visant davantage un public petit-bourgeois, la LCR s'est profondément engagée dans la cuisine électorale classique avec ses listes «100 % à gauche», aux côtés des éléments les plus divers (si à Montpellier elle a refusé le strapontin que lui offrait le maire PS, elle présente dans quelques communes des listes d'union avec des éléments du PCF et elle a clairement indiqué qu'elle appellerait à voter au second tour pour les listes gouvernementales). Avec comme emblème l'exemple de Porto Alegre (grande ville du Brésil dotée d'une municipalité de gauche qui comporte quelques trotskystes) ou les comités de quartier réaliseraient, paraît-il, la perspective de Lénine de gestion de l'Etat par la simple ménagère (3), elle avance un catalogue de propositions pour la démocratie municipale: tout ce qu'on peut en dire est qu'il est intégralement réformiste, excluant implicitement la lutte anti-capitaliste et la nécessité de renverser l'Etat bourgeois pour que puissent se réaliser les aspirations des exploités.

LO garde une apparence plus radicale; elle ne s'est pas mise à élaborer un programme municipal et elle rappelle au contraire que les choses essentielles ne sont pas du ressort de la commune. Non pas pour montrer le rôle de l'Etat bourgeois, vous n'y pensez pas!, mais pour affirmer que tout dépend de *décisions gouvernementales*. C'est un principe, chez LO: ne jamais attaquer ni critiquer l'Etat, ni montrer ce qu'il est vraiment (c'est-à-dire, du point de vue marxiste, l'**instrument de domination de la classe bourgeoise**), mais faire croire que c'est une structure au-dessus des classes qui peut favoriser tantôt les bourgeois, tantôt les prolé-

taires, selon la politique gouvernementale du moment. C'est très exactement ce principe qui définit le réformisme, même quand il se prétend «communiste» ou «ouvrier». Par conséquent, c'est tout naturellement qu'après avoir affirmé que les élections ne peuvent changer le sort de la population laborieuse (rappel rituel qui ne peut passer auprès de ses électeurs que pour une marotte sans signification), LO appelle à voter pour ses listes afin que ses élus refusent la politique des «plus riches», obligent la mairie à prendre des initiatives en faveur des travailleurs et à «changer les possibilités d'action de la population» (4): les élections sont donc un moyen pour obtenir satisfaction!

### POUR LA RECONSTITUTION DU PARTI DE CLASSE!

La reconstitution du parti de classe, l'organe indispensable à la classe ouvrière, pour sa lutte quotidienne de résistance à l'exploitation des patrons et à la répression de l'Etat bourgeois comme pour sa lutte révolutionnaire générale contre le système capitaliste, ne passe pas par l'utilisation du terrain bourgeois des élections et du parlementarisme. Sur ce terrain les énergies révolutionnaires ne peuvent que se dépenser en pure perte: non seulement parce qu'il n'est qu'un faux semblant, les structures réelles du pouvoir et les centres de décision effectifs étant complètement distincts des assemblées élues, mais surtout parce que la participation électorale, fût-ce seulement par tactique - pour saper de l'intérieur le mécanisme démocratique en montrant aux masses son inutilité foncière, ou plus prosaïquement pour se faire connaître - revient toujours, à renforcer cette très efficace institution de duperie des masses, à la légitimer aux yeux des quelques éléments qui s'en détournent, à s'en faire complice, quelques soient les intentions originelles.

Dans les années vingt, lorsque se formaient les nouveaux partis communistes à partir de fragments entiers des vieux partis réformistes, notre courant soutenait que le refus de la participation électorale - non par refus de la politique à la manière de l'abstentionnisme anarchiste justement condamné par le marxisme, mais pour déplacer les énergies militantes sur un **autre terrain**, celui de la préparation de la lutte prolétarienne révolutionnaire - constituait un critère de **sélection** particulièrement efficace pour écarter les nombreux éléments incertains et surmonter les inerties héritées de la pratique parlementariste ancienne.

Dans une situation différente, le refus de la participation électorale représente aujourd'hui et représentera toujours demain un critère de sélection des forces appelées à reconstituer le parti révolutionnaire, classiste et **par conséquent** anti-démocratique: le critère de la rupture avec l'idéologie et la pratique démocratiques, le critère de la reconnaissance non en paroles mais en pratique de la lutte de classe comme seule voie pour le prolétariat. Des décennies et des décennies d'intoxication démocratique dans les pays capitalistes développés font que cette rupture ne sera pas facile, qu'il ne sera pas facile de combattre le piège insidieux de la participation électorale, qu'il ne sera pas facile de faire comprendre que la **politique révolutionnaire**, fondée sur la défense exclusive des seuls intérêts prolétariens, ne doit ni ne peut se mener dans les institutions et par les mécanismes de la **politique bourgeoise**, constitués pour diluer et faire disparaître ces intérêts.

Musique de l'avenir, nous dira-t-on. Sans doute; mais cette musique-là, pour pouvoir la faire entendre un jour, c'est dès aujourd'hui qu'il faut en apprendre les notes et commencer à en travailler les airs. Pour une organisation qui se prétend marxiste et révolutionnaire, se joindre - seulement pour un moment - à l'assourdissant chœur officiel qui nous serine en permanence les vertus de la démoc-

cratie et des élections, signifie capituler face à la politique bourgeoise, renoncer pour toujours à contribuer à la reconstitution du parti de classe, passer de l'autre côté de la tranchée sociale.

La démonstration de ce théorème de la lutte de classe, ce sont les trotskystes qui nous la fournissent, tout honte bue. C'est contre eux que se reconstituera le futur parti international du prolétariat, c'est contre eux que se développera la lutte prolétarienne.

(1) cf «Défense de la continuité du programme communiste», Textes du P.C.Int. n° 7, p. 25.

(2) cf «Premières victoires pour la démocratie participative» in «Le Monde Diplomatique», mars 2001. La démocratie consiste justement à faire disparaître les antagonismes de classe dans la myriade d'individus ou d'«acteurs» autonomes, et à **faire croire** au partage possible du pouvoir.

(3) Lénine parlait de l'Etat révolutionnaire, de l'«Etat-commune» que devait être la **dictature du prolétariat**, après donc la prise du pouvoir et la **destruction** de l'Etat bourgeois. Les trotskystes de la LCR parlent, eux, de la **gestion de l'Etat bourgeois**. Petite différence! cf «Rouge» n° 1909.

(4) cf l'«*Edito des bulletins d'entreprise*» de Lutte Ouvrière (26/2/01)

## Le 80e anniversaire de la naissance du PCF

( Suite de la page 1 )

ques miettes concédées parcimonieusement.

Le Congrès de Tours à la fin de l'année 1920 aurait dû marquer la rupture définitive, claire et tranchée avec le réformisme contre-révolutionnaire; malheureusement, en raison de l'immaturité politique d'un mouvement prolétarien englué dans les pratiques démocratiques et les traditions patriotiques, le parti communiste naquit dans la confusion; la gauche, qui militait depuis longtemps pour l'entrée sans conditions et sans réserve dans l'Internationale Communiste était idéologiquement hétérogène et faible numériquement; le centre, constituant la majorité du Parti Socialiste et qui allait former la direction du Parti Communiste (Frossard, Cachin), s'était rallié à l'I.C. pour des raisons d'opportunité; seule l'aile droite ultra-opportuniste du Parti Socialiste, dirigée par Léon Blum, refusa obstinément d'entrer dans le nouveau parti malgré les invitations pressantes des dirigeants «centristes», futurs «communistes» qui ne reniaient même pas leur participation à l'«Union sacrée» avec la bourgeoisie pendant la guerre!

Sans vouloir faire ici une analyse détaillée de la fondation du PCF (2), nous évoquerons à grands traits les questions politiques les plus brûlantes débattues lors du Congrès et nous le ferons en nous attardant sur les positions défendues par Blum au nom de la droite social-démocrate. Le lecteur pourra constater non seulement que les faux communistes d'aujourd'hui se situent du même côté que les anticommunistes d'hier, mais que beaucoup des «révolutionnaires» actuels hésiteraient à reprendre les arguments du réformiste d'alors - une situation sociale beaucoup plus tendue en 1920 qu'aujourd'hui imposait même aux réformistes un certain langage pour ne pas se discréditer aux yeux des masses.

### DICTATURE DU PROLÉTARIAT ET PARTI DE CLASSE

Ce que Blum rejette, c'est la **conception communiste** de la dictature du prolétariat, et c'est pour cette raison de principe qu'il repousse l'adhésion à l'Internationale communiste. A ceux qui espèrent pouvoir s'accommoder des 21 conditions posées par Moscou, quitte à les tourner, il donne cette leçon: «Vous êtes en présence d'un tout, d'un ensemble doctrinal. Si vous l'acceptez avec quelques réserves de détail, peu importe. On ne chicane pas avec une doctrine comme celle-là. Mais si vous contestez des parties essentielles, alors vraiment vous n'avez pas le droit d'adhérer avec des réticences, des arrière-pensées ou des restrictions mentales». Les choses sont claires, ici: le «socialisme» de Blum exclut la révolution socialiste et donc l'organisation du prolétariat en parti révolutionnaire. Quand il le déclare franchement incompatible avec le marxisme radical restauré par les bolcheviks, il sait de quoi il parle. Comment donc s'étonner que les faux communistes d'aujourd'hui qui concluent exactement comme lui, affirment qu'ils veulent «dépasser» le bolchevisme? Ils le dépassent parce qu'ils vont dans l'autre sens, parce

que - bien avant Martignou - ils sont revenus en arrière, à Blum!

Le bolchevisme, le communisme, affirme le Blum de 1920 est «un socialisme neuf; à notre avis, il repose sur des idées erronées en elles-mêmes et contraires aux principes essentiels et invariables du socialisme marxiste. Il repose d'autre part sur une espèce de vaste erreur de fait qui a consisté à généraliser pour l'ensemble du socialisme international un certain nombre de notions tirées d'une expérience particulière et locale, l'expérience de la révolution russe». Mais qui donc aujourd'hui détend l'idée qu'il ne faut pas «généraliser» l'expérience «particulière» de la Russie révolutionnaire de 1917, sinon les «communistes» eux-mêmes, qui affirment que la grande leçon d'Octobre a fait son temps? Pour Lénine et l'Internationale Communiste des premières années, le bolchevisme était au contraire «une **plante de tous les climats**»: les principes appliqués et mis à l'épreuve dans la révolution d'Octobre 1917 avaient une valeur universelle et s'ils étaient valables dans un pays arriéré, ils l'étaient à **plus forte raison** dans des pays avancés qui n'avaient plus d'autre révolution à accomplir que la révolution anti-capitaliste et communiste.

Selon Blum, le parti doit rester ce qu'il était avant 1914: «un parti de **recrutement aussi large que possible... un parti de liberté de pensée**». Pour lui «sont socialistes tous ceux qui veulent travailler à la substitution d'un régime économique à un autre». «A l'intérieur de ce credo, toutes les variétés, toutes les nuances de l'opinion sont tolérées. Les uns imaginent qu'on aboutira par tels moyens et dans tels temps, les autres par tels autres moyens et dans tels autres temps: toutes ces contrariétés de tendances sont permises et nous ne pouvons les interdire sans ruiner notre but».

En ce qui concerne le «but» lui-même, Blum qui vient de refuser au prolétariat révolutionnaire le droit de s'organiser en parti distinct peut se permettre toutes les audaces: c'est la dictature du prolétariat, «nous en sommes partisans. Nous n'avons peur ni du mot, ni de la chose». Mille fois moins timoré non seulement que les faux communistes du PCF actuel, mais même que la plupart de nos trotskystes d'aujourd'hui qui ont peur et du mot et de la chose, il admet que «la dictature ne doit pas forcément être démocratique, car l'essence même d'une dictature est la suppression de toute forme préalable et de toute prescription constitutionnelle».

Allant plus loin que les rares «révolutionnaires» qui osent encore parler aujourd'hui de dictature du prolétariat, il n'a même aucune objection contre le fait que cette dictature «soit exercée par un parti»! Où est alors la divergence avec les bolcheviks? «La dictature peut être exercée par un parti, oui, mais par un parti organisé comme le nôtre et non comme le vôtre».

C'est ce qui s'appelle aller à l'essentiel: à la **question du parti**. En effet, la différence entre un parti «comme le nôtre» et «comme le vôtre» - entre un parti «de recrutement le plus large possible et de libre pensée» comme le parti socialiste d'avant 1914 et un parti fondé sur la base d'un programme unique,

## 80e anniversaire du PCF ...

dont l'action disciplinée des militants est en parfaite cohérence avec celui-ci, un parti qui n'est pas un club de discussion (Lénine) mais une organisation de combat, trempée au cours de grands événements historiques comme les révolutions et les guerres impérialistes - n'est pas une simple différence de «forme d'organisation». C'est une différence de substance, de nature. Que le parti de «libre pensée socialiste», parti **démocratique**, ouvert par définition à toutes les influences bourgeoises, parvienne au pouvoir, fût-ce au cours d'une «*crise préalable du pouvoir politique*» comme disait Blum pour tenter de distinguer sa conception de celle du réformisme, le capitalisme ne court aucun risque. Mais que ce soit un parti de type bolchevik, un parti révolutionnaire, anti-démocratique, fermé aux influences adverses, où règne la **dictature des principes**, le capitalisme est perdu.

Voilà tout le secret des audaces de Blum. Il est partisan de la «dictature du prolétariat», et même d'une dictature «non démocratique», d'une «dictature de parti», mais à une condition: que le parti ne soit pas formé selon les principes communistes qui consistent non seulement à professer un programme de révolution socialiste, mais à exclure absolument les «voies» et les méthodes dont l'expérience historique a démontré qu'elles ne pouvaient servir que la conservation sociale.

«TRANSFORMATION SOCIALE»  
OU RÉVOLUTION?

Le corollaire inévitable de cette négation du parti de classe, c'est la négation de la **nécessité de briser l'appareil d'Etat bourgeois**. Chez Blum, elle s'exprime de deux façons. Tout d'abord il reproche à Lénine d'avoir réduit tout le socialisme à la destruction de l'Etat bourgeois, «*sans être sûr que cette prise du pouvoir puisse aboutir à la transformation sociale*» et même «*en ne pensant pas le moins du monde que les conditions de la transformation révolutionnaire totale soient réalisées en Russie*». L'objection pourrait passer pour un rappel de la différence entre marxisme et blanquisme si Lénine avait jamais dit que la prise révolutionnaire du pouvoir en Russie suffisait à assurer le développement du socialisme dans ce pays et si, par ailleurs, Blum reconnaissait la nécessité de détruire l'Etat bourgeois dans les pays avancés pour pouvoir réaliser la «*transformation socialiste*». Mais, premièrement, Lénine a toujours affirmé - et Blum le sait fort bien - que sans la révolution européenne la dictature révolutionnaire ne saurait en Russie commencer à entreprendre la transformation socialiste, si bien que l'objection de Blum se réduit à celle des mencheviks: dans une révolution bourgeoise, la direction doit être laissée à la bourgeoisie. Et deuxièmement, pour les pays avancés, Blum ne reconnaît pas davantage la nécessité de la révolution politique: «*Si vous estimez que le but c'est la transformation, que c'est la transformation qui est la révolution, alors tout ce qui, même dans le cadre de la société bourgeoise, peut préparer cette transformation devient travail révolutionnaire. Si là est la révolution, l'effort quotidien de propagande qu'accomplit le militant, c'est la révolution avançant un peu chaque jour. Tout ce qui est organisation et propagande socialiste, tout ce qui est extension à l'intérieur de la société capitaliste (...), tout cela est révolutionnaire. Et les réformes, elles-mêmes (...), si elles servent à consolider les emprises de la classe ouvrière sur la société capitaliste (...), sont révolutionnaires.*»

Blum, qui défendait avec clarté ses positions **réformistes**, refusait logiquement l'adhésion à l'Internationale communiste, et l'Internationale communiste dénonçait tout les Blum de France et d'Europe. Mais que disent donc d'autre les prétendus «communistes» d'aujourd'hui, qui revendiquent encore une certaine continuité avec les adversaires de Blum? Ne considèrent-ils pas les réformes - par exemple les nationalisations - comme une «emprise de la classe ouvrière

sur la société capitaliste»? N'ont-ils pas définitivement banni la perspective de révolution, sous le prétexte que c'est «la transformation qui est la révolution» et en précisant bien, au cas où il y aurait encore équivoque, que «*la transformation de la société n'est concevable, pour nous, qu'en terme de processus*» (3)? Encore sont-ils bien au-dessous du Blum de 1920, dans la mesure où bien loin de reconnaître que «*la dictature est la prescription de toute forme constitutionnelle*», ils sont eux-mêmes des constitutionnalistes acharnés et des adversaires déclarés de la dictature du prolétariat, dans la mesure où contrairement à Blum, il ne se réclame pas du «socialisme», mais de la pure **démocratie**, dans la mesure où ils ne parlent plus de classe, mais de «**citoyens**» ou de «gens».

Que cette droite du Congrès de Tours ait été mille fois moins dangereuse que le «centre» majoritaire, c'est ce qui apparaît clairement dans la question de la défense nationale. Dans cette question, dit Blum, Cachin (l'un des leaders du centre) n'a pas répondu clairement. Trotsky avait établi que n'avait pas droit de cité dans l'Internationale communiste ceux qui répondaient par oui à la question: **êtes-vous pour la défense nationale?** Le centriste Cachin qui pendant la guerre avait été chargé par la bourgeoisie française d'un travail de corruption des dirigeants socialistes italiens pour qu'ils soutiennent l'entrée en guerre de leur pays aux côtés de la France, le cynique Cachin partisan maintenant de l'adhésion à l'Internationale communiste, a répondu qu'il n'était pas pour la défense nationale «*dans l'état actuel*

des choses». Blum relève justement qu'il «*ne s'agit pas de l'état actuel, mais de la question en général*». C'est bien entendu pour nier que le refus de la défense nationale soit un devoir inconditionnel pour les socialistes, pour affirmer que «*même en régime capitaliste, le devoir de défense nationale existe pour les socialistes*»; mais il a raison de souligner l'incompatibilité entre la position communiste et celle des centristes qui refusent de poser la question de la défense nationale en général. L'Internationale Communiste est morte pour n'avoir pas su affirmer pratiquement cette incompatibilité en refusant aux centristes l'entrée dans ses rangs. Quand quinze ans après Tours, à la veille du Front Populaire, les Cachin et les Blum se retrouveront d'accord avec les «exigences de la défense nationale» dans les circonstances de la «guerre antifasciste», ils seront logiques avec eux-mêmes puisqu'ils ne l'auront jamais repoussée en principe. Le seul illogisme aura été celui de l'I.C. qui aura mis ces gens-là en condition de parler au nom du «communisme» même quand ils retombaient dans la trahison des vieux partis socialistes!

## LEÇONS DU CONGRÈS DE TOURS

Il serait puéril de penser que Lénine, Zinoviev et surtout Trotsky, «spécialiste» de la «question française», se méprenaient sur la valeur et l'honnêteté politiques des hommes auxquels ils avaient confié la direction du P.C.F. Ne se faisant aucune illusion à leur égard, ils comptaient les utiliser pour amener

au plus vite au communisme le plus grand nombre possible de militants ouvriers. Dans un premier temps, ce résultat fut atteint, puisque le jeune P.C.F., avec ses 110.000 membres issus du Congrès de Tours, était numériquement bien supérieur à la vieille S.F.I.O. Mais outre que ce chiffre s'amenuisa assez rapidement, les difficultés commencèrent dès les lendemains du Congrès de 1920. Il fallut deux ans de crise et d'escarmouches entre la direction du P.C.F. et l'Exécutif de l'I.C. pour que les éléments ouvertement hostiles au communisme soient épurés et que le centre accepte de collaborer avec la gauche (cela provoquera la démission du secrétaire du parti, Frossard, qui retournera au Parti Socialiste). Mais, à ce moment-là, alors que le P.C. faisait quelques pas vers sa transformation en véritable parti communiste, se préparait déjà la «bolchévisation»: une opération qui, sous couvert d'éliminer des P.C. les séquelles du social-démocratie, visait tous les éléments révolutionnaires, en particulier ceux qui étaient favorables à Trotsky, contre lequel les successeurs de Lénine commençaient leur guerre à mort. A travers crises et ruptures, dans une atmosphère d'infecte délation, de violence et de calomnies, se forgea alors cet appareil docile qui pactisa avec le stalinisme, devint agent et complice de toutes ses ignominies avant de rendre d'incalculables services à la bourgeoisie française - et dont aujourd'hui les débiles rejetons essaient désespérément de se refaire une virginité.

( Suite en page 4 )

Nouvelles attaques contre  
«Auschwitz ou le grand alibi» (2)

Sur le n° 454 (juillet-août-septembre 2000) de ce journal nous avons répondu aux attaques de **Ras l'Front** contre notre brochure. A peu près au même moment où cette organisation pondait son tract, paraissait en librairie un ouvrage de Valérie Igounet: «**Histoire du négationnisme en France**» (1). Il s'agit de la version commerciale d'un thèse de doctorat, donc d'un travail universitaire censé présenter toutes les garanties de sérieux, d'objectivité et de rigueur scientifique qui caractériseraient la noble institution universitaire. Et d'ailleurs notre savant professeur se vante dans son introduction de l'intérêt de son étude, qui «*réside dans la mise au jour de l'histoire et de l'évolution du négationnisme. Elle permet de comprendre comment des anciens militants de l'ultra-gauche, où l'on compte les plus ardents défenseurs de la lutte anticolonialiste, se sont laissés séduire par un discours antisémite et ont pu se joindre à une extrême droite néonazie. Elle rend compte de l'exception française de l'affaire Faurisson (...). Elle montre les véritables enjeux idéologiques du négationnisme [et son utilisation par le Front National]. Enfin, elle met à mal une méthode de négation attachée à rendre perplexes des personnes de bonne foi*», etc. Valérie Igounet prétend donc non seulement écrire l'histoire d'une conception particulière, qu'elle préfère appeler «négationnisme» plutôt que «révisionnisme» car elle relève «*d'une idéologie et non d'une démarche scientifique ou même critique*»: «*la négation de la politique d'extermination nazie à l'encontre des juifs d'Europe*» (qui signifie la double

«*négation de la volonté d'extermination du IIIe Reich*» et la «*négation de l'anéantissement systématique, massif et industriel de la communauté juive*»), mais aussi expliquer le retentissement de cette conception en France et en dévoiler l'enjeu réel, en accordant une place particulière au rôle de l'«ultra-gauche».

Nous n'avons aucunement l'intention de faire ici une critique détaillée de cet ouvrage qui n'a pas la valeur que lui donne son auteur. Pour l'essentiel en effet, il s'agit, conformément à l'historiographie bourgeoise vulgaire, d'une histoire inévitablement superficielle et donc fastidieuse, de quelques **individus** (2), qui ne permet pas de comprendre les raisons et les enjeux véritables des idées et des positions prises par les uns et les autres. Non qu'Igounet ne donne pas une explication du négationnisme, et n'indique pas les orientations politiques qui ont présidé à son travail; mais, et c'est ce qui nous intéresse de mettre en lumière, cette explication et ces orientations qui ne sont bien évidemment pas propres à cette seule historienne, ont pour fonction de contribuer à alimenter le rideau de fumée de l'idéologie dominante, sous la forme de la fausse alternative: fascisme contre démocratie. Plus précisément, cet ouvrage, qui se veut de référence, a pour but implicite de démontrer l'existence d'un adversaire de la démocratie, à l'oeuvre de façon quasi-ininterrompue depuis la fin de la guerre mondiale et la défaite des nazis: le négationnisme, réunissant en France extrême-droite et ultra-gauche. Les attaques contre notre brochure et notre mouvement y tiennent une place de choix.

## DÉFENSE D'ISRAËL

Au dos de la couverture du livre on peut lire qu'«*un des buts politiques [du négationnisme] ne tarde pas à se révéler: il s'agit en France comme dans les autres pays où le négationnisme s'est répandu, de nier les fondements historiques de l'Etat israélien*». Dans l'introduction, Igounet explique: «*Contemporain de la naissance d'Israël, le négationnisme représente, dès ses origines, de véritables enjeux idéologiques*». A savoir: «*Le négationnisme veut délivrer un message fondamental: les juifs ont menti afin de culpabiliser l'Occident et permettre la création de leur Etat*».

Plus précisément, l'antisémitisme, l'antisionisme et l'anticommunisme, constituent «*les sens politiques du négationnisme d'extrême-droite*». Si, de leur côté, les négationnistes d'ultra-gauche affirment lutter contre l'illusion d'une «*opposition entre les démocraties et les régimes totalitaires*», ils ajou-

tent un combat, commun à l'extrême droite, à leur lutte contre le mensonge du Capital: *la lutte contre l'Etat impérialiste sioniste*. Le contexte international participe à cette dénonciation (...) [charte de l'OLP de 1964 dont l'objectif est la destruction de l'Etat d'Israël, résolution de l'ONU de 1975 qui assimile le sionisme au racisme]. Au nom de l'anti-impérialisme et de l'antiracisme, certains se revendiquent antisionistes et s'insurgent contre le «nationalisme juif» tout en rejetant toute idée d'antisémitisme. Le noyau négationniste d'ultra-gauche va suivre ce cheminement idéologique et va expliquer que de la sacralisation de la Shoah résulte un nouvel Etat souverain, Israël, qui, depuis sa fondation, a utilisé la référence du génocide afin d'excuser ses exactions. (...) A plusieurs reprises le glissement de l'antisionisme vers l'antisémitisme sera réel».

C'est donc l'opposition à l'Etat d'Israël, qui, selon notre historienne, serait la source et la cause principale du négationnisme, ce

serait l'**antisionisme** - l'opposition au colonialisme et à l'expansionnisme israélien dont le **sionisme** constitue l'idéologie et le programme - qui expliquerait la convergence entre l'extrême droite et cette ultra-gauche.

Qu'est-ce là sinon le vieil argument éculé des partisans de l'Etat hébreu affirmant, pour le discréditer, que l'antisionisme n'est qu'une variété de l'antisémitisme? Igounet n'apporte aucun commencement de preuve à cet argument qu'elle détruit elle-même sans s'en apercevoir en écrivant, dans la phrase qui suit, que «*La propagande négationniste contemporaine pense légitimer son discours en recourant à l'antisionisme. (...) Cet «antisionisme» spécifique à deux idéologies [extrême droite et ultra-gauche-NdlR] s'arroge une cause, la défense des Palestiniens, qui devient son alibi, son estampille d'antiracisme*»: autrement dit, l'antisionisme véritable, sans guillemets, est bien un antiracisme,

( Suite en page 4 )

## 80e anniversaire du PCF...

( Suite de la page 3 )

Les germes de cette déchéance étaient déjà présents dans les circonstances de la naissance du P.C.F., dans ce Congrès de 1920. Ce n'est sans doute pas la section française de l'I.C. qui fut la cause de la dégénérescence de la III<sup>e</sup> Internationale, elle-même emportée par la bourrasque de la contre-révolution triomphante, mais elle y contribua du mieux qu'elle pût. Pressée par les difficultés croissantes de la révolution russe tragiquement isolée, l'I.C. avait essayé de créer rapidement de forts partis communistes de masse. Elle courut le risque de les constituer par des **manœuvres**, sur des bases politiques pourries. Jouant le tout pour le tout, elle pensa pouvoir forcer artificiellement la maturation d'une vague de révolte sociale déjà en reflux. Elle perdit tout: les batailles engagées, la masse, le programme du parti. Elle se perdit elle-même dans un opportunisme croissant qui, inévitablement, devait la conduire à se transformer en instrument de la contre-révolution, russe et internationale.

Voilà les leçons qu'il est indispensable de tirer de cette douloureuse histoire et qui deviennent parfaitement claires si on porte les yeux sur cet exemple typique de manœuvre opportuniste que représente le Congrès de Tours: on ne force pas les situations historiques, on ne construit pas un parti révolutionnaire sous l'égide de politiciens opportunistes, on ne risque pas le programme prolétarien payé par de longues décennies d'épreuves sanglantes sur un coup de dé, on n'instaure pas les principes communistes d'organisation à l'aide de pures formules statutaires, à plus forte raison lorsqu'on en confie la réalisation aux renégats avérés du socialisme.

Le futur parti prolétarien ne devra jamais oublier ces cruelles leçons; il ne devra jamais se laisser aller à sacrifier ou altérer, même momentanément et partiellement, l'intégrité de ses principes, de son programme, de son organisation, dans l'espoir d'accroître le nombre de ses adhérents, de développer son activité ou d'agrandir son cercle d'influence, bref, il ne devra jamais succomber à l'illusion d'un succès immédiat qui compromettrait le sort final de la lutte révolutionnaire.

Les faux communistes d'aujourd'hui trouvent que la naissance du P.C.F. à Tours n'a plus d'autre intérêt qu'historique car elle est trop dominée par la révolution d'Octobre et le bolchevisme. C'est au contraire parce qu'elle n'a été que superficiellement dominée par eux, qu'elle n'a pu donner un véritable parti communiste. Contre les ambiguïtés, les équivoques, les compromis de Tours, le parti communiste de demain reprendra à son compte l'intégralité des positions marxistes dont la révolution d'Octobre a fait la **démonstration** pratique de la validité et que le bolchevisme a tenté de mettre en pratique dans tous les pays.

80 ans après la naissance du P.C.F., les positions marxistes que ce parti n'a jamais réussi à faire siennes ne sont pas dépassées. Elles sont la clé de l'avenir, la clé de la reconstitution du véritable parti communiste mondial et, sous sa direction, de la victoire finale de la lutte prolétarienne internationale.

Quant au P.C.F., à ses novateurs comme à ses nostalgiques, ils n'ont qu'un seul avenir: la poubelle de l'histoire.

(1) Conférence de presse de R. Martelli, 5/12/2000.

(2) Le lecteur peut se reporter à: «Le processus de formation des sections nationales de l'I.C. (2e partie: le PCF)», Programme Communiste n° 87, ainsi qu'aux articles: «A propos du cinquantième des scissions de Tours et de Livourne», P.C. n° 55, «Enseignements de la scission de Tours», P.C. n° 31, «Le cinquantième du parti qui n'a jamais existé», Le Proletaire n° 95.

(3) Allocution de Robert Hue pour le 80e anniversaire du PCF (16/12/2000).

## Nouvelles attaques contre «Auschwitz ou le grand alibi» (2)

( Suite de la page 3 )

une cause légitime, et c'est pourquoi certains antisémites essaieraient de se camoufler derrière une variété spécifique de celui-ci! (3)

Pour essayer de faire tenir son affirmation, Igounet est obligée d'«oublier» que l'extrême droite est bien davantage caractérisée par le racisme anti-arabe que par l'antisionisme ou le soutien aux palestiniens; elle est obligée d'«oublier» que c'est ce racisme anti-arabe qui a été le moteur de la progression du Front National, en particulier parmi les Pieds Noirs - y compris parmi les Pieds Noirs juifs; d'«oublier» que Le Pen était fier de se désigner comme un «ami d'Israël» ou que, au milieu des années 80, le vice-président de l'Association parlementaire France-Israël était un élu, juif, du F.N. (4).

La création de l'Etat d'Israël n'est pas dû à un quelconque sentiment de culpabilité de l'Occident (!) ou à une sacralisation de la Shoah, car ce ne sont pas des sentiments ou des idées qui déterminent les agissements des Etats (et a fortiori qui président à leur création et constituent leur fondement historique), mais des intérêts matériels bien précis, qu'ils soient directement économiques ou politiques. La création d'Israël répondait aux besoins de l'impérialisme: d'une part, dans le cadre des gigantesques transferts de population que les impérialismes victorieux ont réalisés en Europe après 1945 (**purification ethnique** forcée qui a vu la déportation de millions de personnes), en résolvant le «problème juif» par le départ de cette population survivante vers un territoire extra-européen (chose que les impérialismes occidentaux avaient refusé aux nazis avant guerre); d'autre part en constituant au Moyen-Orient un Etat dont les sionistes donnaient l'assurance qu'il serait le défenseur des intérêts impérialistes dans la région (5).

Si les populations juives ont afflué volontairement en Israël, ce n'est pas parce qu'elles étaient convaincues par l'**idéologie** sioniste, ni même à cause de la terrible épreuve du nazisme, mais tout simplement parce qu'elles n'avaient pas d'autre endroit où aller! On sait d'ailleurs que pour accélérer ce mouvement les terroristes sionistes n'hésitaient pas à faire exploser des bombes dans des synagogues afin de faire immigrer en Israël les Juifs des pays arabes. Il n'empêche que l'idéologie joue un rôle considérable dans la mobilisation des individus et que la bourgeoisie ne peut s'en passer. Chaque classe dominante utilise donc toutes les ressources de ses institutions (Eglise, Ecole, médias, etc.) pour élaborer et diffuser en permanence parmi les exploités et parmi toute la population une propagande destinée à leur faire accepter et défendre «spontanément» l'ordre établi. L'idéologie officielle de l'Etat israélien repose bien évidemment, outre la religion, sur le génocide nazi, sur la «sacralisation de la Shoah», dont il tire non seulement sa légitimité sur la scène internationale, mais surtout qu'il utilise pour cimenter l'union interne entre les classes, pour faire accepter à sa population un état de guerre permanent et un militarisme omniprésent. C'est la raison pour laquelle les défenseurs de l'Etat israélien, qu'ils soient idéologues ou historiens (les historiens bourgeois sont toujours des idéologues), ne veulent et ne peuvent voir, dans les révisions ou négations du massacre des Juifs, rien d'autre qu'une attaque menaçante contre cet Etat.

**ANTI-MATÉRIALISME ET DÉMOCRATIE**

Igounet consacre plusieurs chapitres à un groupe de l'ultra-gauche (autour de la librairie parisienne «La vieille Taupe») qui, selon elle, se rallia au négationnisme sous l'influence particulièrement pernicieuse des «thèses d'Amadeo Bordiga» (6), en particulier le rejet de l'antifascisme. Ces éléments poussent en effet le vice jusqu'à reproduire

et mettre en vente au début des années 70 notre article de 1960 «Auschwitz ou le grand alibi». Or cet «opuscule est à l'origine de l'interprétation hypermatérialiste du génocide juif et, par là même [sic!], de l'interprétation relativiste que les militants de la Vieille Taupe font de celui-ci» (7).

Quel est en effet le pêché rédhibitoire de ce texte, d'après notre historienne? - Son **matérialisme**:

«Sans remettre en cause la réalité du génocide juif, [les disciples d'Amadeo Bordiga] adoptent envers l'événement une conception purement matérialiste» (horreur!):

«Le Capital est la cause de l'élimination des juifs. Il a massacré le peuple juif et a, ensuite, justifié la Seconde Guerre mondiale par l'horreur de ce massacre. Auschwitz n'est donc qu'un alibi, utile au capitalisme, pour justifier son exploitation de la classe prolétarienne».

«(...) Le capitalisme est le seul responsable de la mort des juifs. (...) Le génocide ne relève plus de l'antisémitisme mais du calcul du Capital. La volonté d'extermination de Hitler, déterminée par la férocité de sa haine envers le peuple juif, est indéniablement occultée, car sa mise en avant participe à la mystification.

L'une des conséquences de cette conception est qu'Auschwitz n'est plus considéré comme un événement inimaginable [?]. (...) Le système hitlérien était incomparable [sic] à cause de son massacre raciste, prémédité et industriel. L'analyse bordiguiste occulte délibérément ce triple caractère et accuse les puissances vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale d'exploiter l'interprétation manichéenne du génocide entièrement fictive, née à la suite du procès de Nuremberg. (...)».

Si la conséquence de notre conception est qu'Auschwitz (c'est-à-dire le massacre en masse des Juifs) n'est pas un événement inimaginable (Igounet veut sans doute dire: exceptionnel, extraordinaire, sans exemple, etc.) comment est-il alors possible de voir dans cette conception un fondement du négationnisme, conception selon laquelle il s'agit justement d'un événement inimaginable, irréel, fictif?

Notons que la dernière accusation qui est nous est attribuée, y compris la curieuse notion d'«interprétation manichéenne entièrement fictive, née à la suite du procès de Nuremberg», est rajoutée par Igounet pour les besoins de sa cause: contrairement aux nostalgiques du fascisme auxquels l'historienne voudrait bien nous assimiler, notre analyse ne vise pas à disculper un impérialisme (allemand) en rejetant sur un autre («les puissances vainqueurs») l'invention de crimes entièrement fictifs, mais à expliquer que le système capitaliste est responsable de ces crimes malheureusement trop réels; contrairement aux démocrates, notre analyse accuse **tous les impérialismes**, fascistes ou démocratiques. C'est bien là où le bât blesse, comme nous le voyons en continuant la citation:

«Ciment de l'antifascisme, car incarnation de l'horreur absolue, Auschwitz représente une coupure radicale dans l'histoire du XXe siècle et établit une distinction irréductible entre les démocraties et le régime nazi. En banalisant Auschwitz avec un discours aussi réducteur, certains ultra-gauchistes parviennent à mettre sur le même plan les démocraties bourgeoises et les régimes totalitaires».

Nous y voilà! C'est Auschwitz qui prouve la distinction fondamentale entre démocratie et nazisme, c'est Auschwitz qui constitue bel et bien l'**alibi** en béton (ou en ciment) de la démocratie!

Notre texte s'emploie à réfuter cet alibi, d'une part sur le plan de l'analyse théorique en montrant qu'Auschwitz est le produit du mode de production capitaliste dont fascisme et démocratie ne sont que deux modes de gouvernement interchangeables par la bourgeoisie selon l'évolution des situations politico-sociales; d'autre part sur le plan des

faits, en rappelant, outre les nombreux autres massacres et génocides commis par le capitalisme y compris français encore récemment, que les impérialismes démocratiques occidentaux, **en toute connaissance de cause**, ont laissé les nazis massacrer les Juifs (et autres), ont refusé d'accueillir ces derniers, ont refusé de bouger le petit doigt pour les sauver! L'historienne a lu notre brochure, elle a lu ces pages, mais comme elle ne peut les contester, elle préfère se taire, elle préfère cacher cette partie de l'histoire qui la gêne: tout bardés qu'ils soient de diplômes universitaires - ou plutôt **d'autant plus qu'ils** sont bardés de ces diplômes - les démocrates sont obligés de **déformer**, de **nier** l'histoire afin de défendre le système bourgeois, et leur place dans ce système.

En outre, le danger est plus profond qu'il n'y paraît, s'alarme l'historienne: «Cette interprétation n'est pas isolée au sein de l'extrême gauche française. Aux lendemains de la guerre des Six Jours [guerre entre Israël et l'Egypte], on peut lire dans la presse communiste [sic!: en réalité sur les colonnes de «L'Humanité»] que la «discrimination raciale, l'antisémitisme sont le fait de la réaction des classes sociales exploiteuses - et non pas le fait de tel ou tel peuple en tant que tel (...). Les massacres d'Auschwitz, de Buchenwald, etc., furent le fait du fascisme, c'est-à-dire de la forme la plus bestiale du capitalisme».

Pendant une longue période, le marxisme a éludé le problème du racisme en l'analysant sous l'angle économique - la lutte des classes - plutôt que sous l'angle historico-culturel [?]. C'est cette évolution, propre au discours d'une certaine extrême gauche française, que les militants de la Vieille Taupe ont entreprise [?]. En considérant Auschwitz comme un alibi, certains trouvent une garantie pour leur survie idéologique. A leurs yeux, le capitalisme assure l'entière responsabilité de la Seconde Guerre Mondiale. Il a minimisé, maquillé, refoulé ses crimes par l'introduction fictive, dans l'histoire, de la chambre à gaz.»

Selon Igounet le mal est ainsi le **marxisme** - du moins tant qu'il n'a pas renoncé à la lutte des classes, c'est-à-dire cessé d'être marxisme - parce qu'il rend le capitalisme entièrement responsable de la guerre, du fascisme, (au lieu d'y voir la responsabilité d'un peuple, d'une culture, de mauvaises idées ou de la méchanceté de dirigeants, bref de tout sauf de ce système), marxisme qui arrive à contaminer, dans les périodes anti-israéliennes, jusqu'au PCF! En rendant (faussement) le capitalisme responsable des massacres et de la guerre, «ce discours hyperrationaliste» [sic] aurait ainsi pour fonction de garantir et de légitimer les positions révolutionnaires, anti-capitalistes, en même temps qu'il déboucherait sur la négation des chambres à gaz, c'est-à-dire sur la négation des crimes inimaginables et incomparables du fascisme (considéré comme quelque chose d'étranger au capitalisme).

Dès qu'elle sort du champ étroit de la simple chronique des faits et gestes d'individus pour énoncer des conclusions politiques générales, notre historienne ne se soucie pas le moins du monde d'étayer ses affirmations ou ses interprétations, qui relèvent de la propagande démocratique bourgeoise la plus banale. La raison en est simple: derrière l'apparence objective, tout son travail n'est rien d'autre qu'une contribution, plutôt grossière, à la consolidation de l'**idéologie dominante** au service de la défense du capitalisme. Or, comme elle le rappelle elle-même, l'idéologie est par définition l'opposé d'une «démarche scientifique ou même critique» C'est la raison pour l'adversaire mortel de toutes les idéologies et de tous les idéologues est le **matérialisme**.

( A suivre )

(1) cf «Histoire du négationnisme en France», Ed. du Seuil, mars 2000.

(2) Igounet décrit plusieurs «âges», plusieurs générations de négationnistes correspondant à quelques individus, d'authentiques fascistes dans un premier temps jusqu'au professeur de lettres Faurisson au début des années 80, en passant dans les années 50 par l'ancien résistant déporté Rassinier, ex-social-démocrate devenu libertaire fricotant avec l'extrême-droite. Elle consacre une partie importante au négationnisme d'«ultra-gauche» dont elle voit la source dans notre brochure et dans notre critique de l'antifascisme démocratique.

(3) Elle n'avance aucun élément pour étayer son affirmation que certains ultragauches soutiendraient que de la sacralisation de la Shoah résulte [sic] un nouvel Etat souverain (ce qui serait une ultra-stupidité). Par contre nul ne peut nier que les dirigeants israéliens n'ont cessé d'utiliser l'argument du génocide pour justifier leurs actions et

faire taire les critiques.

(4) Il n'y a pas de doute qu'existe dans l'extrême-droite un filon antisémite, étroitement lié au courant catholique intégriste et aux nostalgiques du pétainisme, mais qui n'a plus, et de loin, l'importance qu'il avait autrefois, ni l'importance actuelle du racisme anti-immigrés. C'est ce courant traditionaliste qui l'emportera finalement dans le Front National, provoquant au milieu des années quatre-vingt le départ des Juifs qui s'y trouvaient.

(5) Depuis sa naissance le sionisme a toujours cherché un parrain impérialiste pour arriver à ses fins (la création d'un Etat juif). Il n'hésita même pas à passer des accords avec l'Allemagne nazie pour faciliter l'émigration juive et les transferts de capitaux juifs en Palestine contre la promesse d'achats de marchandises allemandes (accord dit la *Haavara*). En dépit de l'hostilité entre autres

du ministère des Affaires étrangères qui redoutait des complications avec la Grande-Bretagne, cette *Haavara* fut maintenue sur instruction d'Hitler lui-même pratiquement jusqu'à la guerre. Pour une description détaillée, voir Yehuda Bauer «Juifs à vendre», Ed. Liana Levi, p. 21-54.

(6) Le groupe dilettante anarchisant, antiléniniste et anti-parti, de la Vieille Taupe, ne pouvait qu'être fondamentalement hostile à ces positions, même et surtout quand il affectait, par snobisme intellectuel, de trouver intéressants certains écrits de l'individu Bordiga. C'est d'ailleurs la revue «Invariance» - déviation dès l'origine intellectualiste - issue d'une scission du parti au milieu des années soixante, qui, selon leurs propres dires, eut une certaine influence dans ce milieu.

(7) cf «*Histoire du négationnisme...*», p.188.

### « L'ANTI-FASCISME DÉMOCRATIQUE: UN MOT D'ORDRE ANTI-PROLÉTARIEN QUI A FAIT SES PREUVES »

Sous ce titre est réédité un article de notre revue théorique «*Programme Communiste*» n° 56 (juillet 1972) rappelant à grands traits ce qu'est l'Etat démocratique, ce qu'est le fascisme et la nature contre-révolutionnaire et anti-prolétarienne de l'anti-fascisme démocratique. Le seul véritable anti-fascisme est l'anticapitalisme et dans les pays capitalistes l'unique alternative historique n'est pas: démocratie ou fascisme, mais: dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat.

Une brochure de 17 pages: 3 FF.

## Le programme révolutionnaire immédiat

Réunion de Forli, 28 décembre 1952

( Suite de la page 1 )

tions prolétariennes et communistes, et la réaffirmation de la leçon selon laquelle tout changement tactique improvisé au fil des situations successives sous prétexte d'exploiter les données inattendues de chacune d'elles, n'est rien d'autre que du défaitisme.

7) Le stupide activisme-actualiste qui adapte ses gestes et ses initiatives aux données immédiates du jour, véritable existentialisme de parti, doit être banni et remplacé par la reconstruction d'un pont solide qui lie le passé à l'avenir et dont le parti se donne les grandes lignes une fois pour toutes, interdisant non seulement à ses membres, mais surtout à ses chefs, toute recherche et découverte tendancieuses de «voies nouvelles»

8) La rage activiste-actualiste aboutit à la négation de la dialectique et du déterminisme marxistes, surtout quand elle décrie et déserte le travail doctrinal et la restauration théorique, qui sont aussi nécessaires aujourd'hui qu'ils le furent pour Lénine en 1914-18, sous prétexte que seules comptent l'action et la lutte. Elle remplace en effet la recherche des rares moments et points cruciaux de l'histoire sur lesquels le mouvement communiste peut compter, par un volontarisme échevelé qui n'est finalement que la pire, la plus crasse adaptation à l'état actuel des choses et à ses perspectives immédiates misérables.

9) Toutes les méthodes de ces praticiens vulgaires ne sont pas des formes nouvelles d'une méthode politique originale: elles singent seulement de vieilles positions antimarxistes et l'idéalisme, à la B. Croce, qui considère qu'aucune loi scientifique ne permet de prévoir le processus historique qui «a toujours raison» dans sa rébellion contre toute règle et toute prévision sur l'évolution de la société humaine.

10) Ce qui doit donc être mis au premier plan est la réaffirmation, appuyée sur nos textes classiques de parti, de la vision marxiste intégrale de l'histoire, des révolutions qui s'y sont succédées jusqu'à aujourd'hui, et des caractères de celle qui se prépare et au cours de laquelle le prolétariat moderne renversera le capitalisme et instaurera des formes sociales nouvelles: en décrire les revendications essentielles et originales dans toute leur grandeur et leur force, telles qu'elles existent depuis au moins un siècle, en liquidant toutes les banalités par lesquelles les remplacent y compris beaucoup des gens qui n'appartiennent pas au courant stalinien, mais qui font passer pour du communisme des revendications de type bourgeois et populaire susceptibles de leur assurer un succès démagogique.

11) Un tel travail est long et difficile, il nécessite des années et d'autre part le rapport mondial des forces ne pourra se pas renverser avant des décennies. Il faut donc repousser avec dédain toute hâte stupide et tout esprit d'aventure faussement révolutionnaire, car ils caractérisent précisément

ceux qui ne savent pas résister sur la position révolutionnaire et qui, comme maints exemples de l'histoire des déviations l'ont montré, quittent la voie correcte pour la recherche équivoque du succès immédiat.

### II. LE PROGRAMME RÉVOLUTIONNAIRE IMMÉDIAT

1) Le gigantesque mouvement de reprise prolétarienne du premier après-guerre, dont la puissance se manifesta à l'échelle mondiale et qui s'organisa en Italie dans le solide parti de 1921, montra clairement que le postulat urgent était la prise du pouvoir politique, et que le prolétariat ne le prend pas par la voie légale mais par l'insurrection armée, que la meilleure occasion naît de la défaite militaire de son propre pays et que la forme politique qui suit la victoire est la dictature du prolétariat. La transformation économique et sociale constitue une tâche ultérieure dont la dictature crée la condition première.

2) Le «Manifeste des communistes» a établi que les mesures sociales successives qui se révèlent possibles ou que l'on provoque «despotiquement», diffèrent selon le degré de développement des forces productives dans le pays où le prolétariat a vaincu et selon la rapidité avec laquelle cette victoire s'étend à d'autres pays, la marche au communisme supérieur étant extrêmement longue. Il a indiqué les mesures qui convenaient en 1848 pour les pays européens les plus avancés et rappelé qu'elles constituaient non pas le programme du socialisme intégral, mais un ensemble de mesures qu'il qualifiait de transitoires, immédiates, variables et essentiellement «contradictoires».

3) Par la suite (et ce fut un des éléments qui poussèrent certains à prétendre que la théorie marxiste n'était pas stable, mais devait être continuellement réévalué en fonction des résultats de l'histoire), de nombreuses mesures alors dictées à la révolution prolétarienne furent prises par la bourgeoisie elle-même dans tel ou tel pays, telles que l'instruction obligatoire, la Banque d'Etat, etc...

Cela n'autorisait pas à croire que soient changées les lois et les prévisions précises du marxisme sur le passage du mode de production capitaliste au socialisme et de toutes leurs formes économiques, sociales et politiques; cela signifiait seulement que changeait et devenait plus facile la première période post-révolutionnaire, l'économie de transition qui précède le stade du socialisme inférieur et le stade ultime du socialisme supérieur ou communisme intégral.

4) L'opportunisme classique consista à faire croire que toutes ces mesures pouvaient, de la première à la dernière, être appliquées par l'Etat bourgeois démocratique sous la pression du prolétariat ou même grâce à la conquête légale du pouvoir. Mais dans ce cas, ces différentes «mesures» auraient été adoptées dans l'intérêt de la conservation bourgeoise et pour retarder la

chute du capitalisme si elles étaient compatibles avec lui, et si elles étaient incompatibles, jamais l'Etat ne les aurait appliquées.

5) L'opportunisme actuel, avec la formule de la démocratie populaire et progressive dans les cadres de la constitution et du parlementarisme, remplit une tâche historique différente et pire encore. Tout d'abord, il fait croire au prolétariat que certaines de ses mesures propres peuvent être intégrées dans le programme d'un Etat multipartite représentant toutes les classes, c'est-à-dire qu'il manifeste le même défaitisme que les sociaux-démocrates d'hier à l'égard de la dictature de classe. Ensuite et surtout, il pousse les masses organisées à lutter pour des mesures sociales «populaires et progressives», qui sont directement opposées à celles que le pouvoir prolétarien s'est toujours proposées, dès 1948 et le *Manifeste*.

6) On ne peut mieux montrer toute l'ignominie d'une pareille involution qu'en énumérant les mesures qu'il faudrait prendre à la place de celles du *Manifeste* il y a plus d'un siècle, et qui incluent toutefois les plus caractéristiques d'entre elles, dans le cas où la prise du pouvoir deviendrait possible à l'avenir dans un pays de l'Occident capitaliste.

7) La liste de ces revendications est la suivante :

a) «Désinvestissement des capitaux», c'est-à-dire forte réduction de la partie du produit formée de biens instrumentaux et non pas de biens de consommation.

b) «Élévation des coûts de production» pour pouvoir, tant que subsisteront salaire, marché et monnaie, donner des payes plus élevées pour un temps de travail moindre.

c) «Réduction draconienne de la journée de travail», au moins à la moitié de sa durée actuelle, grâce à l'absorption des chômeurs et de la population aujourd'hui occupée à des activités antisociales.

d) Après réduction du volume de la production par un plan de «sous-production» qui la concentre dans les domaines les plus nécessaires, «contrôle autoritaire de la consommation» en combattant la vogue publicitaire des biens inutiles, voluptueux et nuisibles, et en abolissant de force les activités servant à propager une psychologie réactionnaire.

e) Rapide «abolition des limites de l'entreprise» avec transfert autoritaire non pas du personnel, mais des moyens de travail en vue du nouveau plan de consommation.

f) «Rapide abolition des assurances» de type mercantile pour les remplacer par l'alimentation sociale des non-travailleurs jusqu'à un minimum initial.

g) «Arrêt de la construction» d'habitations et de lieux de travail à la périphérie des grandes villes et même des petites, comme mesure d'acheminement vers une répartition uniforme de la population sur tout le territoire. Réduction de l'engorgement, de la rapidité et du volume de la circulation en interdisant celle qui est inutile.

h) «Lutte ouverte contre la spécialisation professionnelle» et la division sociale du travail par l'abolition des carrières et des titres.

i) Plus près du domaine politique, évi-

dentés mesures immédiates pour soumettre à l'Etat communiste l'école, la presse, tous les moyens de diffusion et d'information, ainsi que tout le réseau des spectacles et des divertissements.

8) Il n'est pas étonnant que les stalinien et leurs homologues réclament tout le contraire par leurs partis d'Occident, non seulement dans leurs revendications «institutionnelles», c'est-à-dire politico-légales, mais aussi dans leurs revendications «structurelles», c'est-à-dire économique-sociales. Cela leur permet d'agir de concert avec le parti qui dirige l'Etat russe et ses satellites où la tâche de transformation sociale consiste à passer du pré-capitalisme au plein capitalisme, avec tout le bagage de revendications idéologiques, politiques, sociales et économiques purement bourgeois que cela comporte, et qui ne manifeste d'horreur que pour le féodalisme médiéval.

Les renégats d'Occident sont plus infâmes que leurs compères de l'Est, du fait que ce danger-là, qui reste encore matériel et bien réel dans l'Asie en ébullition, est inexistant pour les pays alignés sur la métropole capitaliste bouffie d'orgueil d'Outre-Atlantique, pour les prolétaires qui sont sous sa botte civilisée, libérale et «onusienne».

### Il Comunista n°73-74 (Gennaio 2001)

- Sulla crisi prolungata della classe proletaria e sulle sue possibilità di ripresa - L'unico ed efficace mezzo per aiutare i proletari e le masse povere palestinesi è l'entrata in lotta del proletariato internazionale - A Belgrado, pacifico cambio della borghese - La lotta dei disoccupati e degli Lsu napoletani dimostra la necessità di organizzare unitamente le forze dei diversi movimenti di lotta, superando le frammentazioni fra proletari - Alla Zanuti la linea dell'autopeggiamento non è passata - Continuano gli attachi al nostro opuscolo «Auschwitz, o il grande alibi» - Terrorismo e comunismo (VIII - Le questioni di organizzazione del lavoro) - Il cervello dei lavoratori, macchina per far soldi?

#### SOUSCRIPTION PERMANENTE 4e et 5e listes 2000

Céline: 100,00 / François B.: 50,00 / François L.: 200,00 / Georges: 50,00 / Georg: 15,00 / Gw: 50,00 / Paris: 3200,00 / Roger: 500,00 / Richard: 60,00 / Thionville: 100,00

Total listes: 4.125 F

Total général 2000: 20.224,25 F

#### 1e liste 2001

François: 120,00 / Gilbert: 50,00 / Gw: 95,00 / Marc: 150,00 / Paris: 800,00 / Roger: 200,00 / Raymond: 440,00 / Victor: 150,00

Total liste: 2.005 F

## GRANDE-BRETAGNE: C'est le capitalisme qui déraile!

A la fin du mois de février un accident de chemin de fer faisait 13 morts et plus de 70 blessés en Grande-Bretagne; 6 mois auparavant un autre accident avait fait 4 morts et plongé les chemins de fer de tout le pays dans le chaos en raison d'un examen d'urgence des voies ferrées. La liste des accidents, souvent mortels, est longue depuis la privatisation des chemins de fer dans ce pays.

### LA PRIVATISATION DES CHEMINS DE FER

A l'issue de la guerre mondiale les Chemins de Fer ont été nationalisés en Grande-Bretagne, comme dans d'autres pays. Le pays qui avait vu le premier un puissant développement des voies ferrées (qui fut au dix-neuvième siècle l'un des moteurs de l'expansion industrielle et un secteur d'investissement très rentable pour les capitalistes), fut peut-être aussi un des pays où la décadence de ce mode de transport fut le plus rapide. Sa prise en charge par l'Etat s'imposait dès lors que, sa période d'expansion étant terminée et que se développait un nouveau mode de transport promis à un succès phénoménal - l'automobile -, il n'offrait plus guère de perspectives de profit important.

British Railways (BR), comme d'autres secteurs et entreprises, restera relativement archaïque. A cours des années qui suivent son réseau sera peu modernisé en dépit des subventions qui assuraient son fonctionnement mais ne permettaient pas des investissements importants. Le ralentissement de la croissance économique à la fin des années 70 va contraindre la bourgeoisie à alléger le fardeau des charges improductives de l'Etat afin qu'elles cessent de peser sur le taux de profit moyen de l'économie. La Grande-Bretagne va donner le «la» du retour au «libéralisme» triomphant avec les premières privatisations (Bien que contrairement à la légende, ce n'est pas le gouvernement de Thatcher qui a été à l'origine du «moins d'Etat», mais le parti travailliste, qui dès 74 jusqu'à sa défaite en 79, s'attaquera au secteur santé). Restructurations et licenciements en masse seront le lot quotidien des prolétaires britanniques dans les années 80 ainsi que les privatisations qui n'épargneront que le secteur postal (qui commence aujourd'hui à être touché) et le métro de Londres (mais c'est pour bientôt). Quant à BR, le changement de propriétaire va se faire non sans anicroches.

Beaucoup doutaient de la privatisation de BR en raison de la vétusté et du gigantisme de ses installations et de son coût élevé (les subventions de l'Etat l'aidant plus que les bénéficiaires). C'est en 84 que l'Etat a mis son premier plan en action. Malheureusement pour le gouvernement Thatcher, la grande grève des mineurs de 84-85 dont il faudra attendre la défaite (dernier bastion ouvrier à tomber), les lenteurs bureaucratiques et le krach boursier de 87 qui apeura les bourgeois vont l'obliger à repousser la privatisation.

En juillet 92, BR est divisée en une nuée d'entreprises qui, tout en restant filiales publiques de celle-ci, vont être gérées comme des entreprises privées. En avril 94, c'est la mise en service d'un marché concurrentiel, toujours au sein du service public, laissant entrevoir la privatisation officielle proche; ce seront les *Ghost Companies* au nom bien approprié (Compagnies fantômes). Dès lors, le changement est irréversible.

Une nouvelle bureaucratie s'impose par l'embauche à foison de directeurs et de managers pour restructurer et licencier (environ 10 000 de 92 à 95). Ces nouveaux cols blancs, souvent fraîchement sortis de grandes écoles, vont devenir de vrais décapiteurs usant de tous moyens: harcèlement continu, dénonciations d'agents pour divers motifs, dépistage d'alcool et de drogue pour les employés, imposition de travaux non adaptés aux âges, spécialités et éventuels handicaps des cheminots, etc... En trois ans, 24'300 emplois vont être supprimés (plus que sous le règne de Thatcher: 17'200) et tous en départs volontaires (donc sans indemnités) ou en préretraite.

### LA SITUATION ACTUELLE

La privatisation a surtout donné lieu à des tas de problèmes et de contentieux entre entreprises qui portent aussi bien sur les droits de propriété que sur les responsabilités respectives en passant par les règlements financiers en matières d'achats, de ventes, de locations... Parmi ceux-ci, certains se retrouvent dans la vie quotidienne du personnel au travail comme celui des gares qui doit prendre sa pause ou aller aux toilettes dans les locaux de sa propre Compagnie ou encore utiliser les chariots à bagages de son employeur sauf accord entre Compagnies. Ou encore, et bien plus grave car s'agissant de sécurité, un salarié ne peut utiliser que du matériel de sécurité de sa propre Compagnie.

Par ailleurs, cela est aussi à l'origine de retards toujours plus longs et plus nombreux et d'annulations croissantes de trains.

A cette gabegie s'en ajoute bien d'autres: les trains qui n'arrivent pas sur le bon quai, les trains bondés alors que d'autres, avec presque les mêmes horaires, circulent à vide (car chaque Compagnie édite sa propre brochure d'horaires), les trains qui manquent de wagons pour des raisons de rentabilité et où l'on s'entasse, les différences de tarifs pour le même trajet entre Compagnies, les problèmes du personnel de sous-traitance qui ne sait plus qui sont leurs véritables patrons. Par ailleurs, certaines Compagnies ayant des ramifications dans d'autres modes de transport n'hésitent pas à «régler» certains retards aux victimes (par taxi par ex.) pour finir leur voyage s'il n'y a plus de correspondance adéquate.

Quant aux négociations entre patronat et syndicats, elles ne se font plus au plan national mais dans le cadre de l'entreprise. Pour les cheminots, inutile de dire qu'ils ne peuvent plus se faire muter sauf s'ils démissionnent de leur Compagnie pour postuler dans une autre en ne sachant s'ils seront embauchés, sur quels critères et en perdant du même coup leurs «avantages» antérieurs (comme le transport gratuit sauf dans certains cas et sous conditions). Leurs conditions et contrats de travail ont énormément changé car certaines Compagnies n'ont pas hésité à rendre caducs pour les nouveaux embauchés les accords passés antérieurement comme sur l'amplitude des rotations, la durée quotidienne du temps de travail, les temps de pause, les primes, les majorations horaires de certains jours, l'heure des prises de poste, etc... Les syndicats, le TSSA, l'ASLEF et le RMT, liés à l'appareil de collaboration avec l'Etat protestèrent contre cette privatisation qui leur rongeaient leurs privilèges, mais en bon réformistes ils n'espéraient leur sauvetage que dans une prochaine victoire électorale des travaillistes, sans se douter peut-être de la soupe infecte que le blairisme allait faire avaler à tous ceux qui rêvaient encore du labourisme vieille école.

Ils n'ont donc pas bougé le petit doigt face aux licenciements et aux «coupes» opérés dans les salaires et autre condition de travail. Ils ont même saboté des luttes qui auraient pu être l'étincelle d'un vaste mouvement comme en 95 lors de la grève des aiguilleurs, désamorçant le mouvement par quelques grèves de 24 heures sans conséquences. En bons pompiers sociaux, ils firent même empêcher rassemblements et manifestations évitant ainsi tout durcissement de la lutte et élargissement de la solidarité. Auréolés par leur sabotage, ils furent conviés aux tables de négociations en compagnie des nouveaux patrons afin de leur montrer l'utilité de leur rôle pour la bonne marche du Capital et négocier leur nouvelle place dans l'entreprise quelles que soient les

remises en questions des conditions de travail. Chez Stagecoach ou WCT, les bonzes ont pu conserver leur place de laquais de Capital pour faire digérer les attaques sur les salaires et conditions de travail. Pour certains bonzes de l'ASLEF, l'objectif de ces négociations était d'obtenir le monopole de la formation des conducteurs, en échange d'une monnaie sonnante et trébuchante bien plus brillante que les cotisations des syndiqués.

Depuis la privatisation, 2'000 conducteurs ont perdu leur travail. En 1999, il en manquait au moins 400, alors que le nombre de services a augmenté avec celui du nombre de passagers (+ 7 %), et les retards pris par certaines Compagnies dans le domaine non rentable de la formation, les obligent à annuler des trains.

Certaines (comme Virgin Rail) ont créé leur propre école de formation. Mais la concurrence est si féroce que d'autres Compagnies ont trouvé la parade en achetant les conducteurs fraîchement formés par d'autres. Le manque de conducteurs fait que les nouveaux ne sont plus toujours accompagnés par un collègue expérimenté lorsqu'ils débudent leur carrière. Mais le problème de conducteurs dont le nombre va à l'inverse de celui des contrôleurs qui, eux, ne sont jamais en retard pour sauter sur le grappin des usagers, n'est pas le seul.

Le rail britannique est donc aujourd'hui de plus en plus dangereux. Parmi les dangers: la vétusté des wagons voyageurs où les normes de sécurité sont d'un autre âge (portes s'ouvrant vers l'extérieur et donnant directement sur les banquettes); les attelages bricolés pour attacher des wagons de types et d'âges différents; idem pour les voies avec les rails cassés (917 recensés par Railtrack en 1999/2000; un autre organisme d'inspection en décelant 1.850!) et parfois si vétustes que des doubles sens de circulation ont été remplacés par des voies uniques obligeant la pause d'une signalisation si complexe, vétuste et mal maîtrisée que les accidents ont subi une hausse faisant parfois des morts comme à Cowden (5 morts dont les deux conducteurs).

En conséquence, depuis début 98, 1 train sur 10 est en retard (le meilleur chiffre depuis des années ayant été au printemps 97 avec «seulement» 1/12). En août 98, un rapport du *Central Rail Users' Consultative Committee* démontrait que les retards et annulations avaient augmenté de 20 % depuis le début de la même année, le record appartenant à la *SE Connex* avec une hausse de 67 % des annulations. Les plaintes d'usagers se sont accrues de près d'un million en 97/98 (plus 149 % pour les suremplissages). Cependant le pire danger vient du manque de système de freinage de sécurité qui a causé nombre d'accidents de derniers accidents, amplifiés par l'état actuel du rail, l'engorgement du trafic dans certaines parties du réseau (notamment le Grand Londres) en raison de la multiplication des Compagnies qui ont fait monter la concurrence aux heures de pointe et aux places stratégiques, économiquement parlant.

### LA CATASTROPHE DE PADDINGTON

Le 5/10/99 une collision entre un train de banlieue de la *Thames Train* et un express de l'*Intercity* faisait 31 morts et des dizaines de blessés (et ils roulaient à faible vitesse!) près de la gare londonienne de Paddington. A l'origine de ce charnier vite transformé en gigantesque enfer, à la suite de l'écoulement de fuel et à des courts-circuits, il y a le «fameux» signal 109, une fois de plus brûlé lorsqu'il était au rouge parce qu'étant caché par d'autres signaux et des câbles - fait dénoncé auparavant par l'ASLEF qui avait demandé son déplacement ou la pose d'un autre feu à hauteur de la cabine du conducteur. Railtrack savait donc que ce signal faisait partie, selon une analyse de l'inspection du rail d'un des 22 pires du pays et des 7 considérés comme présentant «un risque pour la vie» du personnel et des usagers. De plus, elle possédait un document disant que les plus gros risques du rail se situaient à

l'approche de Paddington et précisément à cet endroit où 6 mois plus tôt, on avait déjà frôlé une catastrophe de ce type. La mise en place d'un système anti-collision ne sera pas effective avant 2004 sur les lignes principales parce que cela coûte cher: 14 millions de Livres par vie sauvée («Sunday Times» du 10/10/99).

Si la responsabilité de Railtrack au niveau du droit bourgeois est écrasante, c'est bel et bien le système capitaliste soutenu par toutes formes de gestion plus ou moins «heureuses» qui porte la responsabilité. Ce sont ceux qui gèrent le rail depuis ses débuts, patrons privés ou patrons sous nationalisation avec les politiciens tories et travaillistes comme complices. En effet, tous ont toujours laissé le rail se détériorer pour la sacrosainte raison du profit avec comme excuse: «il n'y a pas l'argent pour».

### FAUSSE SOLUTION DE LA NATIONALISATION

Il y a donc peu d'espoir de voir une amélioration rapide du système ferroviaire dans ce pays malgré les projets et promesses, comme on peut d'ailleurs le constater à la lecture de la presse bourgeoise. Mais certains ont trouvé la «solution»: renationaliser le chemin de fer. Vieille idiotie opportuniste prônée par les trade-unionistes, et par les centristes, trotskystes en tête, comme si l'Etat était au-dessus des classes et de la loi du profit. Ce gens «oublent» que la nationalisation, comme de la privatisation, signifie restructuration donc licenciements, accroissement de l'exploitation, puisqu'elle ne supprime pas la loi de la valeur, base de fonctionnement du Capital:

*«L'erreur, du point de vue marxiste, est d'admettre, du côté du prolétariat, qu'en réalisant ce genre d'opérations, fût-ce dans certaines limites de temps et d'espace, l'Etat agit vraiment comme s'il représentait toute la société, dans l'intérêt de toutes les couches de la population, en améliorant la situation de toutes les classes, possédantes ou travailleuses.»*

*Il ne s'agit pas seulement d'une erreur de principe: le développement le plus récent du capitalisme permet d'établir que l'initiative de l'organisme public n'est qu'un pur camouflage, une pure apparence: en réalité, on trouve toujours à la base une initiative de personnes ou de groupes vivant du profit, et donc un mobile de type capitaliste.»* (1)

Le mauvais fonctionnement du chemin de fer et les accidents répétés ne sont pas dus à l'inconscience de certains patrons ou à la mauvaise politique de certains gouvernements. Ils sont dus à la loi du profit, au mode de production capitaliste lui-même, dont patrons et Etats ne sont que des expressions serviles. Des améliorations partielles vitales pour ceux qui sont contraints de prendre le train pour gagner leur vie peuvent et doivent être obtenues; mais elles le seront d'autant mieux et d'autant plus vite que ces améliorations ne seront pas laissées au bon vouloir des Compagnies ou de l'Etat, mais que des luttes seront menées contre les capitalistes du rail et contre leur Etat.

Sans oublier qu'une amélioration radicale et effective, des transports, ferroviaires ou autres (les morts par accidents d'automobiles sont plus nombreux que ceux résultant des accidents de chemins de fer, et là aussi le capitalisme en est la cause) ne pourra avoir lieu qu'à la suite de la révolution prolétarienne et de la réorganisation complète de la société - supprimant entre autres ces dantesques déplacements de population: la mortelle incohérence des modes de transport sous le capitalisme n'est que le reflet de l'incohérence générale, de l'anarchie fondamentale, de ce mode de production antisocial: seul le prolétariat, dirigé par son parti révolutionnaire communiste, pourra arrêter le train fou du capitalisme et le mettre à jamais hors circuit!

(1) cf A. Bordiga, «Utilité publique, co-cagne privée» in «Espèce humaine et croûte terrestre», PB Payot, p. 106.

# Pauvre uranium... appauvri!

Les maladies contractées par les soldats occidentaux lors de la guerre contre la Serbie ont mis en lumière le rôle de l'uranium appauvri qui était utilisé dans des munitions destinées à percer le blindage des chars. Depuis lors il est apparu que cette variété d'uranium est également couramment utilisée dans les avions de ligne, sans que personne (et surtout pas les agences officielles en charge de la sécurité de l'aviation civile, apparemment plus soucieuse de la sécurité des profits des industriels et des compagnies) ne se soucie des conséquences éventuelles sur les passagers et sur les personnels.

Après l'hécatombe de morts et de mutilés, après les horribles mutations génétiques provoquées par les bombes atomiques lancées par la plus grande Démocratie du monde, les Etats-Unis, sur les civils de Hiroshima et Nagasaki pour faire plier définitivement le Japon, les bourgeois jurèrent de plus utiliser des moyens de destruction aussi terribles (comme ils l'avaient fait pour les gaz asphyxiants après la première guerre mondiale). Mais les vainqueurs de la guerre impérialiste, américains, russes, anglais et français poussèrent au maximum la recherche scientifique dans le domaine militaire (la recherche scientifique civile ayant toujours été le parent pauvre de la recherche militaire), y compris en prenant aux pays vaincus leurs scientifiques. La recherche sur l'application militaire de l'énergie atomique, les applications civiles n'étant qu'un sous-produit, se sont poursuivies pendant des décennies sans jamais être à court de financement.

Les connaissances sur la radioactivité ont progressé parallèlement à la mise au point de normes de radioprotection. Dès le début du siècle qui vient de s'achever les radiobiologistes avaient constaté qu'on ne pouvait utiliser en biologie les mêmes lois qu'en physique, les variables biologiques étant trop nombreuses pour qu'on puisse les contrôler toutes. Différentes unités de mesure des radiations ont été ainsi établies: le *Roentgen*, puis le *Rad*, puis le *Rem* qui mesure la dose absorbée par l'organisme. Mais une même dose de rad peut avoir des effets variables selon la partie de l'organisme qui est touchée. Il a donc été nécessaire de lui ajouter les notions d'effets **prévisibles** et d'effets **imprévisibles**.

Les radiations peuvent être assimilées à de minuscules particules dotées de grande énergie qui interagissent avec les atomes et les molécules de la matière qu'elles traversent. Si la matière est le corps humain ces interactions au niveau atomique et moléculaire provoquent des troubles de l'«équilibre» corporel, c'est-à-dire des dommages et des maladies plus ou moins graves. Ces effets sont classés en trois catégories: 1) effets somatiques précoces prévisibles: radiodermatites (brûlures de la peau), cataracte, infertilité, syndrome aiguë d'irradiation. Ils ont une période de latence brève (jours, semaines), ils dépendent de la dose reçue et il est donc possible d'identifier une dose-seuil. 2) effets somatiques tardifs, imprévisibles: tumeurs solides, leucémies. Ils se manifestent au bout d'années et de décennies. 3) effets génétiques, imprévisibles: mutations génétiques, aberrations chromosomiques; ils se manifestent dans la descendance. Ces deux dernières catégories sont du type tout ou

rien, indépendamment des doses reçues; il n'est donc pas possible d'établir une dose-seuil. La base du critère de radioprotection qui a été choisie est l'alternative la plus néfaste pour la santé, c'est-à-dire que chaque dose provoque un effet, bien qu'en réalité il est impossible de prévoir de façon exacte les conséquences de l'irradiation. Après l'expérience des bombes atomiques de Hiroshima et Nagasaki et du réacteur nucléaire de Tchernobyl (1) (sans parler d'autres épisodes moins importants), le «monde scientifique» a pris position contre l'utilisation militaire de substances radioactives. Cela n'a pas empêché, ni la poursuite des recherches scientifiques en matière d'armements nucléaires, ni l'utilisation des armes à uranium appauvri lors des guerres du Golfe et des Balkans: qu'il le veuille ou non, le «monde scientifique» est au service des intérêts du capital. Et de même que les sociétés humaines divisées en classes ont évolué à travers les conflits et les guerres, de même la science bourgeoise n'a pu progresser de façon significative qu'à travers les guerres.

## C'EST L'INDUSTRIE QUI ENRICHTIT OU APPAUVRIT L'URANIUM!

Les isotopes de l'uranium, tous radioactifs, présents dans la nature, sont l'uranium 238, 235 et 234 (2). L'uranium soluble introduit dans l'organisme est éliminé en partie par les urines; la partie non éliminée se retrouve dans les os où elle précipite sous forme de micro-cristaux. La toxicité de l'uranium naturel est moins grande que celle de l'uranium chimique qui se manifeste par une forte précipitation de protéines dans le sang et par une altération des cellules tubulaires des reins jusqu'à provoquer la mort. L'utilisation principale de l'uranium est comme combustible nucléaire, de façon «contrôlée» pour l'usage pacifique, de façon incontrôlée pour les usages militaires (bombe atomique).

Les autres isotopes, 232, 237 et 233, sont obtenus artificiellement pour réduire le degré d'appauvrissement du combustible nucléaire. L'enrichissement de l'uranium, nécessaire pour son utilisation comme combustible, est un processus qui comporte différentes phases au cours desquelles apparaissent diverses formes chimiques qui ont une haute toxicité et qui ont provoqué des accidents mortels (3). Pour chaque unité d'uranium enrichi on obtient neuf unités de déchets, dont la radioactivité est de 40% inférieure à l'uranium naturel, qui a une densité élevée (semblable à celle du tungstène). Ce déchet, qui donc coûte très peu cher, est précisément ce fameux uranium appauvri (U.A.).

Il existe des centaines de publications sur les possibles effets biologiques de l'U.A., mais à peine une trentaine ont une réelle valeur «scientifique». Ces études démontrent que pendant la guerre du Golfe les enfants irakiens ont souffert des graves maladies dues à la conséquence de plusieurs causes concomitantes: stress, infections, médications, expositions aux agents chimiques et biologiques de l'état de guerre, toxicité de l'U.A. et surtout dépression du système immunitaire (la défense du corps contre les maladies) (4). Une étude basée sur la modélisation mathématique des quantités de radiation ionisantes présentes à la fin de la guerre démontre qu'une particule d'U.A. d'un diamètre d'un micron a un rayon d'action de 10 km, que l'U.A. émet plusieurs types de radiations (chacune avec des effets différents). On estime que 950.000 projectiles à l'U.A. ont été tirés dans la guerre du Golfe, 10.800 en Bosnie et 31.000 au Koso-

vo: cela donne une idée des dommages causés aux populations et à l'environnement de ces régions pour des décennies.

Une autre étude rapporte que 10% des soldats américains lors de la guerre du Golfe ont présenté de l'asthénie, des douleurs musculaires et articulaires, de la perte d'équilibre, des symptômes sensoriels, des manifestations nerveuses, diarrhées, dysfonctions rénales, troubles de la sudation de la respiration gastro-intestinaux, des maladies cutanées. Dans ce cas aussi plusieurs causes sont invoquées: pesticides, organophosphorés, insecticides et U.A. (5). De plus, dans la même publication on démontre qu'au bout de 10 ans les vétérans présentaient des niveaux toxiques d'U.A. dans les os (ce qui laisse présager l'apparition de leucémies, étant donné que la moelle osseuse fabrique les cellules sanguines), dans les reins, dans les poumons, dans l'appareil génital, dans l'intestin (6).

L'ensemble décrit ici est appelé syndrome du Golfe et il serait semblable à celui décrit récemment pour la guerre des Balkans dont il a pris le nom. En résumé la science officielle admet la toxicité chimique de l'U.A. en conjonction avec d'autres causes, mais refuse de se prononcer sur sa toxicité radioactive en l'absence d'études supplémentaires, longues et approfondies. Peut-être faudra-t-il attendre de nouvelles guerres radioactives pour étudier l'U.A.?

## LA CONNAISSANCE SCIENTIFIQUE DÉPEND D'INTÉRÊTS DE PUISSANCES ET DE MARCHÉS

On peut avancer l'hypothèse qu'un projectile à l'U.A., en absorbant de l'énergie cinétique, émet une quantité plus grande de radiations lorsqu'il est tiré et à plus forte raison au moment de l'impact avec le blindage des chars russes en dotation dans l'armée serbe. Ceux-ci possèdent une couche protectrice à l'U.A. qui pourrait déclencher lors de l'impact une petite réaction nucléaire avec émission de plutonium radioactif (plus toxique que l'U.A.) ou d'uranium 233, également plus radioactif.

La radioactivité est une activité dynamique, elle varie avec le temps et la valeur d'activité attribuée à un radio-isotope est toujours une quantité moyenne. En outre tous les pays n'ont pas les mêmes normes pour les mesures de radioactivité et tous les scientifiques ne se tiennent pas au courant de ce qui se passe en dehors de leur étroit secteur d'activité. En définitive, la radioactivité mesurée après coup pourrait être différente de celle qui aurait été mesurée au moment de l'impact. Dans ce cas le temps de latence pour l'apparition de tumeurs (leucémies) pourrait être beaucoup plus bref. De plus même si l'on acceptait les affirmations des militaires, il n'existe pas encore d'instruments de mesure idoines. Les cas donc de leucémie rencontrés d'abord parmi les soldats américains de la guerre du Golfe, puis sur les soldats européens faisant partie des contingents en Bosnie ou au Kosovo pourraient relever de ce terrible cocktail d'U.A. et d'agents chimiques de divers types.

Il s'agit ici en outre à des sources occidentales qui se désintéressent systématiquement de l'état de santé des populations bombardées. Nous ne connaissons pas l'étendue des conséquences sur les bosniaques, kosovars, serbes ou croates des guerres «propres» des occidentaux. Nous ne connaissons pas la dimension de la véritable tragédie infligée à la population irakienne qui depuis 10 ans a vu s'ajouter à l'oppression et la répression bestiales de sa bourgeoisie les effets terribles de l'embargo occidental et des conséquences de la guerre, U.A. y compris: la mort par famine ou manque des médicaments les plus élémentaires est le présent et le futur que lui réserve l'impérialisme occidental.

Par ailleurs la connaissance des effets biologiques des radiations est relativement plus grande que celle des produits chimiques qui, il faut le souligner, sont plus dangereux

pour le corps humain. En outre dans les derniers 10-15 ans les ressources financières consacrées aux recherches sur les dommages dus aux radiations ont subi une diminution importante dans les pays développés. Les fonds pour la recherche étant limités, on comprend que la disposition changeante des administrations financières à soutenir des projets de recherche font qu'à tout moment il y a des thèmes et des domaines qui sont financés au détriment d'autres, non selon leur importance théorique ou sociale, mais selon les orientations de la production et reproduction du capital.

Il est vain d'en appeler au savant intègre, parce que ce ne sont pas les bonnes intentions qui décident, mais le marché. Il est utopique d'espérer que le progrès des connaissances scientifiques résoudre les problèmes ou de s'étonner que le contrôle scientifique soit toujours en retard. Dans une société qui a comme but exclusif le profit, l'industrie de la production est toujours en avance par rapport à l'industrie du contrôle, étant donné les changements improvisés dans la production imposés par la concurrence sur le marché. Le contrôle lui-même d'autre part est délégué aux pouvoirs publics qui à leur tour dépendent de l'industrie et de la finance.

## Mais dans toute cette histoire, quelle est la faute de l'uranium?

Né sous de bons auspices en 1789, il avait trouvé une place sûre dans le Tableau de Mendeleïev en 1871; enrichi en 1939, il explosa en 1945 et fut envoyé à la guerre en 1991 et 1996. Au fond, au fond... il serait plutôt sympathique parce qu'il sera contraint de se révolter s'il ne veut pas passer pour un criminel et redevenir naturel...

Il n'est pas besoin d'être radiologue pour comprendre que dans une société où il n'existe pas de «paix propre», il ne peut y avoir à plus forte raison de «guerre propre». Il faudrait espérer en l'avenir, mais l'avenir est passé parce que depuis Marx et Engels l'avenir du capitalisme - la trajectoire et la catastrophe de la société bourgeoise - est connu. Il n'y a pas d'avenir dans le développement du capitalisme, parce qu'il ne va que dans une seule direction: plus se développe la puissance du capital et plus s'accroissent les facteurs de crises et de catastrophes générales. Il n'y a pas d'issue dans le cadre de la société capitaliste dont l'analyse marxiste a décrit le futur: ce sera la révolution des affamés, des exploités, des esclaves salariés, en un mot des prolétaires qui règlera son compte au mode de production capitaliste et à la classe bourgeoise et qui ouvrira aux hommes libérés de l'esclavage salarié et du capital leur propre histoire. Ce n'est qu'alors que les sciences seront enfin au service du développement de l'humanité et non plus au service du profit capitaliste.

(1) cf «Chernobyl, un anno dopo», Medicina, vol. 7 n° 3/4, Firenze 1987

(2) Les isotopes d'un corps sont les variétés qui ont un nombre différent de neutrons dans leur noyau, mais ont les mêmes propriétés physico-chimiques. A l'état naturel, l'uranium se compose ainsi de 3 isotopes: 99,28 % d'uranium 238 protons dans le noyau atomique), 0,71 % d'uranium 235, 0,006 % d'uranium 234. L'enrichissement consiste à augmenter la proportion d'uranium 235, le seul isotope naturel de l'uranium à pouvoir être utilisé dans des réactions nucléaires.

(3) Carson B.L., Ellis H.V., Melana J.L., «Toxicology and Biological Monitoring of Metals in Humans», 1986, Lewis, Chelsea, Michigan.

(4) «Desert Storm Syndrome: sick soldiers and dead children?», Med War 1994 Jul-Sep., 10 (3), pp. 183-194.

(5) «Gulf War syndrome model for the complexity of histological and environmental in human health», Adverse drug react Toxicol Rev 1998, Mar. 17 (1), pp. 1-17.

(6) «Health effect of Depleted Uranium on exposed Gulf War veterans» Environ. Res. 2000, Feb. 82 (2), pp. 168-180.

(7) Mutagenesis 1998, Nov. pp. 643-648.

### PROGRAMME COMMUNISTE N° 97 (septembre 2000)

- *Le rôle contre-révolutionnaire de l'opportunisme*

- *Propriété et capital (1)*

- *Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (1)*

- *Histoire de la Gauche Communiste: La naissance du parti communiste d'Italie (3). Articles de «Il Comunista» en annexe: Les abstentionnistes et la valeur de la discipline - L'opportunisme international - Les unitaires ne sont pas communistes.*

- *Notes de lecture: - Aufheben - Marc Laverne et le Courant Communiste International - (Dis)continuité.*

L'exemplaire (68 pages): 25 FF

## Pour le prolétariat hospitalier, un seul remède: le retour à la lutte de classe

En France comme ailleurs le capital a nécessité d'augmenter ses profits et par conséquent d'intensifier l'exploitation des travailleurs en généralisant le retour à la flexibilité (voir la loi des 35 heures) et à la précarité de la main d'œuvre: tous les secteurs d'activité sont concernés. Ainsi, pour ce qui concerne la branche de la Santé, l'objectif (vieux d'un an) de supprimer 100.000 lits d'hôpital et d'amputer rapidement les budgets hospitaliers de 32 milliards de francs, aurait, s'il se réalisait, des conséquences dramatiques sur la situation du prolétariat de ce secteur et sur ses conditions de travail. Pour parvenir à leurs fins, les gouvernements bourgeois, de droite comme de gauche, rivalisent d'ingéniosité. Chacun y va de sa réforme, de sa loi; mais le but est commun: faire fonctionner au moindre coût le système de santé indispensable dans une société bourgeoise pour remettre en état de marche les exploités ou assurer une survie de base pour ceux qui ne sont plus en état d'être exploités. Rappelons la réforme hospitalière de la fin des années 80, le plan Juppé en 95, l'application de ce plan par Aubry.

Dans cette perspective il est intéressant de relater ce qui se passe en Mayenne, choisie semble-t-il pour une expérience test sans aucun doute parce que la classe ouvrière est moins nombreuse dans ce département qu'ailleurs et jugée particulièrement docile et peu combative.

L'Agence Régionale d'Hospitalisation (ARH), émanation du plan Juppé-Aubry, a ainsi concocté une attaque sans précédent contre tous les prolétaires en faisant disparaître le seul hôpital psychiatrique du département au nom de... la qualité des soins! Cette **mort programmée** avait été précédée par différentes amputations fragilisant un établissement qui avait regroupé jusqu'à plus de 500 patients et 650 employés, réalisées au nom de la modernité (bourgeoise s'entend).

La première opération a consisté à transférer un certain nombre de lits du secteur médical vers le secteur social:

- Création d'un C.A.T. (*Centre d'Aide par le Travail*), d'un Long Séjour (50 lits), d'une MAS (*Maison d'Accueil Spécialisée*). Il s'agit de structures destinées aux patients qui ne pourront réintégrer le circuit habituel de l'exploitation capitaliste. Le prix de journée y est diminué, au minimum, de 2 ou 3 fois en raison de la baisse de la qualité des soins. Quant aux salariés, ils subissent un éclatement des statuts, des conditions de travail dégradées, une déqualification des emplois (les infirmiers sont remplacés par des agents hospitaliers, des aides-soignantes, des aides médico-psychologiques, etc., moins bien payés).

Les salariés ont ensuite assisté à l'éclatement de la structure psychiatrique restante.

Pour cela les directeurs de l'ARH, de la DDASS (*Direction Départementale de l'Assistance Sanitaire et Sociale*) ont pris prétexte de l'emplacement géographique de l'hôpital (à Mayenne, ville excentrée dans le département) en affirmant qu'il fallait rapprocher les malades de leurs familles. Une unité de psychiatrie de 90 lits a ainsi été construite dans la ville de Laval, une unité de 50 lits est prévue dans la ville de Château Gontier (fief de l'ancien ministre Arthuis), tandis que 100 lits devraient rester à l'ancien hôpital. Ne doutons pas que la bourgeoisie saura trouver d'autres prétextes pour encore diminuer le nombre de lits...

**- Rattachement de ces nouvelles structures psychiatriques aux Hôpitaux généraux.**

Savamment élaboré, le plan bourgeois devait se poursuivre par l'intégration des nouvelles unités dans les hôpitaux de Laval, Mayenne et Château Gontier. Le sacrement de mariage a été prononcé le 1er janvier dernier. Bien évidemment, outre la baisse de l'offre de soins, cette restructuration a des

conséquences graves sur les prolétaires concernés: comme toute opération de ce type, elle s'accompagne de suppression d'emplois, de déqualifications et de dégradation des conditions de travail: c'est cette seule réalité qui aurait dû mobiliser les salariés et les amener à la lutte, mais nous verrons plus loin qu'il n'en a rien été.

Cette fusion présente de nombreux avantages pour les gestionnaires capitalistes:

Les hôpitaux généraux souffrent d'une pénurie de personnels et le «gisement de personnel» (dixit certains édiles) de la psychiatrie servirait à combler ce déficit chronique. En plus l'hôpital de Laval aurait un budget gravement déficitaire. L'opération du 1er janvier lui serait donc salutaire, même si d'autres restructurations seront encore nécessaires pour arriver à l'équilibre budgétaire visé par l'ARH.

Les salariés de chaque établissement ont des droits différents en ce qui concerne les congés annuels, les congés divers et les primes. A la suite de certaines luttes, les travailleurs de la psychiatrie avaient obtenu certains «avantages». Avec ce regroupement il n'y a guère de doutes que les gestionnaires vont tenter de faire disparaître ces avantages, aidés en cela par les couches aristocratiques sévissant dans les hôpitaux (directeurs du personnel, infirmiers généraux, cadres infirmiers supérieurs...). Il est plus que probable qu'il sera fait appel à la charité chrétienne pour faire passer la pilule (autrement dit au partage de la misère). Cela présente un autre avantage pour la bourgeoisie: diviser le personnel par des rivalités corporatives, ce qui est évidemment synonyme d'affaiblissement face à l'ennemi de classe.

Comme dans toute restructuration, le but principal est d'alléger les dépenses au titre du capital variable, c'est-à-dire la masse des salaires, en supprimant des emplois. Mais comme le statut de la Fonction Publique ne permet pas encore les licenciements économiques pour les personnels titulaires (la situation des contractuels, de plus en plus nombreux, est bien différente), que les départs en retraite sont en nombre insuffisant, les bourgeois ont mitonné une fine stratégie qui dissimule un piège particulièrement efficace: elle a créé le **plan FASMO** (*Fonds d'Accompagnement Social pour la Modernisation des établissements de santé*) institué par la loi de 97 de financement de la sécurité sociale pour l'année suivante.

Ce plan a pour but d'assurer le financement de la mobilité des salariés (distribution de miettes qui se veulent anesthésiques), le financement de la reconversion professionnelle et surtout le financement des départs volontaires. Sont concernés par ce dernier point certains agents en fin de carrière, sélectionnés sur la base du volontariat et en fonction de critères établis suivant les besoins (ou plutôt l'absence de besoins) rentables pour l'établissement: réorganisation des services, changement de métier, suppression de postes. Ces salariés volontaires donnent leur démission et en compensation ils reçoivent une somme qui peut aller jusqu'à 300.000 F. Pour l'année 2000 ce sont ainsi 30 agents de psychiatrie, dont 24 infirmiers ou cadres infirmiers, qui ont démissionné. C'est particulièrement intéressant au niveau budgétaire dans la mesure où il s'agit de salaires supérieurs à la moyenne de l'établissement; de plus si ces départs ne correspondant pas tous à des suppressions d'emploi, ils sont remplacés, le cas échéant, par des personnels moins payés. Il faut aussi noter que la dégradation continue des conditions de travail entraînant un ras-le-bol des salariés, ce plan a connu un succès certain: beaucoup de demandes n'ont pu être satisfaites l'année dernière, et la mesure serait reconduite cette année.

Nous constatons donc tous les avantages que nos exploiters peuvent retirer de leur initiative: récupérer au centuple l'investisse-

ment de départ et diviser les travailleurs au moment où une **unité de lutte** aurait été nécessaire face à ces attaques.

### LA RESTRUCTURATION ACTUELLE CONCERNE AUSSI LE SECTEUR PRIVÉ

Rappelons que la «santé» est un secteur purement mercantile, hautement rentable pour le capital, donc où l'exploitation du prolétariat est particulièrement féroce. A Mayenne, la seule clinique privée utilise depuis 3 mois le plateau technique opératoire du Centre Hospitalier pour exercer le monopole de la chirurgie de l'appareil digestif. Sur le même lieu de travail on voit donc se croiser des personnels ayant la même formation, la même expérience, la même qualification, la même fonction, mais avec des statuts différents, des salaires différents et par conséquent une exploitation différente (les écarts de salaire peuvent atteindre 20% pour un agent, 40% pour une aide-soignante et 45% pour une infirmière). Ce plateau technique commun permet là aussi de faire des économies de personnel dans l'immédiat; ensuite la division entretenue entre salariés «privés» et «publics» aboutira à une uniformisation vers le bas des salaires et des conditions de travail: la mise en place des 35 heures dans le Public entraînera comme dans le Privé, une économie de postes nouveaux en faisant des gains de productivité sur le dos des salariés.

Cette attaque contre le prolétariat hospitalier n'est qu'un début puisque que se profile à l'horizon ce qu'on appelle l'**accréditation**.

Le plan de l'ARH, émanation du ministère, est bien huilé puisque après toutes ces restructurations, chaque établissement devra être crédité par les instances supérieures qui auront le pouvoir d'accepter ou de refuser la poursuite ou l'arrêt de telle ou telle spécialité, de tel ou tel établissement. Le comble est dans le fait que ce sont les salariés qui participeront à l'évaluation débouchant sur la possible accréditation, ce travail supplémentaire n'étant d'ailleurs pas compensé. Pour calmer le ras-le-bol et la perplexité du personnel, les directions tentent de faire croire que cette opération peut se conclure par l'obtention de moyens supplémentaires. Mais elles se gardent de dire que si tel était le cas, ces moyens ne correspondraient pas à des créations de postes mais au redéploiement des personnels issus d'établissements non accrédités et donc fermés. Une nouvelle fois la bourgeoisie aura atteint son but en créant ou en aggravant la division entre prolétaires de différents hôpitaux mis en concurrence.

### LE RÔLE DES SYNDICATS

Face à cette attaque d'ampleur, les syndicats, comme c'est presque toujours le cas, se sont employés à dévoyer la lutte prolétarienne vers des objectifs interclassistes donc bourgeois, le principal étant la défense de la psychiatrie et de l'hôpital psychiatrique. Quand ils ont réalisé que ce combat était perdu car inutile, ils ont essayé de mobiliser les travailleurs sur la réalisation et la défense du Syndicat Inter-Hospitalier (SIH). Il est à noter que ce SIH est une création de nos exploiters pour faire division. Même si aujourd'hui seule la CFDT persiste à défendre cet objectif, véritable leurre semblable à ceux utilisés par les chasseurs pour capturer le gibier, la CGT en avait fait de même au début.

Parallèlement à la défense du SIH, les syndicats ont placé les salariés au cours des AG devant une fausse alternative basée sur les notions juridiques bourgeoises: la question centrale que devait résoudre les travailleurs, c'était de choisir entre l'**intégration** ou la **fusion** avec les hôpitaux généraux. L'intégration avait selon eux l'inconvénient de réduire à zéro le poids de la psychiatrie: plus d'élections professionnelles, donc plus de représentants de la profession dans les différentes instances (Conseil d'administration, comité technique et d'établissement,

commissions administratives paritaires locales, etc.) - qui sont toutes des institutions collaborationnistes et donc anti-prolétariennes, rappelons-le. La fusion, elle, aurait débouché sur la création d'un nouvel établissement et donc sur de nouvelles élections.

La CFDT a ensuite appelé les travailleurs à se rassembler devant la Préfecture et la DDASS pour se faire entendre des autorités. Des rencontres ont eu lieu avec le directeur de l'ARH et le président du Conseil général. Le résultat, bien entendu, a été absolument nul: les prolétaires doivent savoir qu'il ne sert à rien d'aller gémir auprès de leurs exploiters pour obtenir un sursis.

A l'opposé de cette fausse orientation des syndicats, synonyme d'impuissance face aux attaques bourgeoises, une véritable lutte prolétarienne aurait dû s'organiser avec des revendications fixées selon les grands axes suivants:

- Défense intransigeante et amélioration des conditions de travail.
- Défense et accroissement des emplois existants.
- Lutte contre la précarité
- Lutte unitaire pour l'égalité des conditions par le haut pour l'ensemble des salariés des différents établissements
- Lutte pour l'intégration des primes dans le salaire de base.

Pour se défendre, les prolétaires des hôpitaux, comme tous les autres prolétaires de France et du monde entier, n'ont pas d'autre solution que de prendre la voie de la lutte véritable, de la lutte ouverte pour leurs seuls intérêts de classe, sans se laisser dévier par les brillants miroirs aux alouettes (défense de la psychiatrie, etc.), sans se laisser paralyser par le chantage humaniste et bien-pensant à l'«intérêt des malades» (l'intérêt fondamental des malades de cette société est que la lutte contre elle se généralise au plus vite). Pour se défendre et améliorer leur sort, les prolétaires des hôpitaux et d'ailleurs n'ont pas d'autre solution que de rompre avec les traditions et les habitudes collaborationnistes, donc rompre avec toutes les forces et toutes les organisations qui pratiquent la collaboration des classes, avec les funestes orientations défaitistes du collaborationnisme syndical.

**Le retour à la lutte de classe est le seul remède pour les prolétaires!**

### CORRESPONDANCE :

**Pour la France :**

Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon

**Pour la Suisse :**

Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens

**Pour l'Italie :**

Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. **Abonnement de soutien:** 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. **Abonnement:** 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. **Abonnement de soutien:** 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. **«el programa comunista»**, le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. **Prix de soutien**, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. **Imprimé par nos soins.**